



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13076 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine JEUDI 12 FÉVRIER 1987

Crise de confiance entre alliés

Le phénomène n'est pas nouveau, évident pour tous, mais il inquiète son nombre de chanceliers et de gouvernements en Europe : les prochaines semaines vont sans doute être marquées par une grave crise transatlantique qui pourrait même faire regretter les malentendus d'après-guerre.

Tous les ingrédients d'une épreuve de force sont en place : les positions sont opposées, les intérêts sont en effet réunis. La guerre commerciale menace encore, en dépit des concessions européennes sur les céréales ; les négociations en cours au sein du GATT risquent à tout moment de dérailler, notamment à propos des services. D'autant plus que le président Reagan, sérieusement déstabilisé par le scandale de l'« Iran-Contra », sera toujours tenté de céder aux pressions protectionnistes d'un Congrès où ses partisans ne sont plus en mesure de faire la loi. Cédant-il, quel message enverrait-il à Washington ? D'une guerre monétaire dont l'arme massue serait un dollar à 3 francs ? Beaucoup d'experts ne l'excluent pas.

C'est dans ce contexte extrême que se déroulent les négociations, plusieurs autres domaines de désaccord, dont celui de la lutte antiterroriste ; la plus importante concerne peut-être la présence des troupes américaines en Europe dont certains, aux États-Unis, voudraient une réduction par les Européens à l'exception non seulement dans les affrontements d'ordre stratégique mais aussi dans ceux qui relèvent d'un développement à l'échelle de la « guerre des étoiles » et des négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements.

Il faut attendre encore pour en savoir plus sur ces deux derniers sujets. Tirailleur entre ses « faisceaux » et ses « colombes », c'est-à-dire pour résumer entre le secrétaire à la Défense, M. Casper Weinberger, et le secrétaire d'État, M. George Shultz, le président Reagan hésite toujours sur la suite à donner à la rencontre de Reykjavik.

M. Shultz, qui n'est jamais passé pour un chantre de la « guerre des étoiles » et qui connaît les difficultés croissantes que ce projet va rencontrer au Congrès, est favorable, quoique cette phase ou non aux Européens, à une relance du dialogue avec l'URSS et à la conclusion d'un accord sur l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée en Europe. Il veut aussi conduire directement avec Moscou les négociations sur la réduction des armes classiques en Europe. Il n'accepte pas que ce marchandage, crucial pourtant pour la sécurité de tous les pays européens, se fasse sous le couvert de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). De vives polémiques ont déjà opposé Paris et Washington à ce sujet.

La solution préconisée par le chef du Pentagone ne satisfait pas davantage nombre de capitales du Vieux Continent. Il s'agit pour M. Weinberger, en vue de prendre en vitesse le Congrès et de placer le successeur du président Reagan devant le fait accompli, d'accélérer la mise en place de certaines composantes de l'initiative de défense stratégique (IDS), quitte à faire voler en éclats le traité antinucéaire de 1972.

L'imprévisibilité du comportement américain n'arrange rien pour les Européens, qui ont toutes les raisons du monde de se plaindre du manque de concertation en des affaires qui les concernent au plus près. Washington a tort de croire que ce rituel baptisé « dialogue » et qui n'est que le prétexte à un échange de coups de langue et à un enlèvement des officiers du chant de sirènes qui monte au Kremlin. Plus que jamais les Européens doivent tenir compte de ces nouvelles données et agir en conséquence.

Les affrontements au Liban

M. Mitterrand demande au gouvernement d'envoyer des vivres aux camps palestiniens

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 11 février, le porte-parole de l'Élysée a déclaré : « Le président de la République a demandé que la France apporte sans délai une aide active et importante aux organisations humanitaires qualifiées pour que soient acheminés et distribués aux Palestiniens assiégés dans les camps du Liban les vivres et médicaments qui leur sont nécessaires. Il a également souhaité que notre pays prenne l'initiative d'engager l'ensemble de la

Communauté européenne dans cette action ».

Le camp de Bourj-el-Barajneh, au sud de Beyrouth, encerclé par le mouvement chiite Amal, n'a pas été ravitaillé mercredi, comme l'avait promis mardi la milice Amal. L'opération a été reportée.

Dans l'entretien qu'il a accordé à notre envoyée spéciale à Tunis, M. Yasser Arafat, président de l'OLP, adjure les Nations unies d'assurer la protection du peuple palestinien.

M. Arafat lance un appel à l'ONU

TUNIS
de notre envoyée spéciale

« Que les Nations unies assurent la protection de mon peuple ou qu'elles me donnent les moyens de la faire », Assis derrière un bureau qu'il va marteler à plusieurs reprises, ce jeune militaire mais sans son fameux keffiyeh à damier noir et blanc, Yasser Arafat se veut persuasif et acéré.

« Quand j'ai quitté Beyrouth en 1982, dit-il, j'ai laissé la ville

entre les mains des observateurs des Nations unies et de la force multinationale composée de Français, d'Italiens, d'Américains et d'Anglais. »

Brandissant le texte de l'accord signé par le médiateur américain, Philip Habib, qui garantissait la sécurité des civils palestiniens après le retrait des combattants, le chef de l'OLP s'empare : « Qu'est-ce cela, sinon un accord écrit et signé par une superpuissance et trois grandes puissances

européennes ? Puis-je faire un procès », s'exclame-t-il, dénonçant la « complexité » des signataires. « Il y a, dit-il, des observateurs des Nations unies à Beyrouth qui sont censés surveiller ce qui se passe au niveau des camps. Ils sont installés à deux cents mètres de Chatila et comptent chaque jour les obus qui s'abattent sur le camp. On-ls fait une seule déclaration ? »

FRANÇOISE CHIPAUD
(Lire la suite page 4.)

La tarification des chèques

M. Balladur demande aux banques de reporter leur décision.
PAGE 24

Les instituteurs manifestent à Paris

Le SNI et la coordination ont mobilisé leurs troupes contre les décrets instituant les maîtres-directeurs
PAGE 28

L'affaire du procureur de Valence

Différend entre M. Mitterrand et M. Chirac sur la mutation de M. Apap
PAGE 11

La stabilisation des changes

Un accord monétaire entre les grands pays se heurte au refus des Allemands de relancer leur économie
PAGE 26

La tension au Tchad

Le « redéploiement » du dispositif « Epervier » est amorcé
PAGE 6

Le sommaire complet se trouve page 28

La formation des élites en question

Autocritique des grandes écoles

La critique des grandes écoles est aussi ancienne que les grandes écoles elles-mêmes. Sans remonter jusqu'à Balzac, qui expliquait, dans le *Curé de village*, tout le mal qu'il pensait de l'École polytechnique, on se souvient des réquisitoires de Jean-Jacques Servan-Schreiber, ou des pamphlets de Jacques Kosciusko-Morizet sur la mafia polytechnique ou de Jean-Pierre Chevènement sur l'énarchie.

Mais, depuis une dizaine d'années, la veine semble épuisée, comme si la crise interminable des universités avait découragé toute velléité d'attaquer ce qui, de l'avis général, fonctionnait bien dans l'enseignement supérieur. Or voilà qu'un esprit téméraire se propose à nouveau de relever le gant. Avec son *Tu seras président, mon fils*, Jean-Michel Gaillard nous livre une réflexion d'une droiture, d'une acuité et d'une pertinence qui touchent un point particulièrement sensible de la société française.

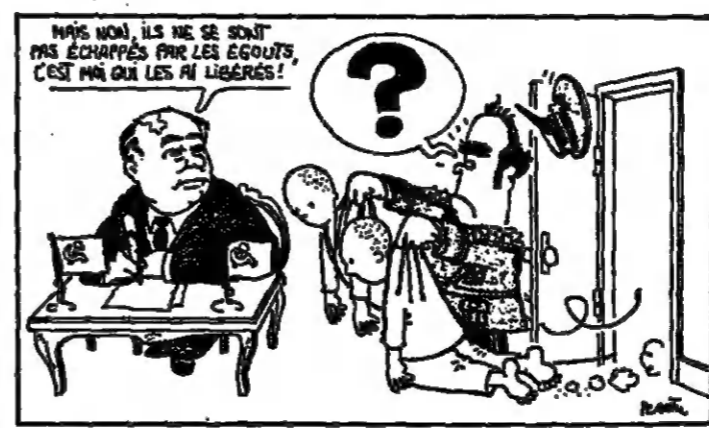
L'échec des grandes écoles, explique Jean-Michel Gaillard,

est la conséquence de leur succès. Prenant appui sur les quatre établissements les plus prestigieux chacun dans son domaine - Normale Sup, Polytechnique, l'ENA et HEC, - il montre qu'elles ont tellement surabondé dans la sélection et dans la sophistication qu'elles ont cessé de répondre à leur vocation. Au lieu de former les enseignants, les ingénieurs, les administrateurs, les gestionnaires dont la France a cruellement besoin, elles préparent des esprits brillants et encyclopédiques, « des spécialistes de la généralité », qui sont immédiatement aspirés par les états-majors des grandes compagnies, les cabinets ministériels et les grands corps de l'État. Loin de constituer l'armée de techniciens de haut niveau qui feront tourner la machine, leurs élèves vont grossir les rangs des bureaucraties publiques et privées, qui paralysent l'économie et l'administration françaises.

FRÉDÉRIC GAUSSEN
(Lire la suite page 12.)

Les réformes en Union soviétique

M. Mikhaïl Gorbatchev sur la corde raide



par Michel Tatu

Réhabilitation de Sakharov, libération de cent quarante dissidents, dénonciation publique d'un responsable du KGB, reprise du mouvement de déstalinisation interrompu pendant vingt ans, et enfin remise en cause du système traditionnel d'élection dans l'État et dans le parti : tous ces évé-

qualifiés d'« antisoviétiques professionnels », se voient, une fois de plus, justifiés a posteriori au-delà de leurs espérances. En réalité, dénoncer la stagnation de la vie politique et sociale sous Brejnev n'était rien d'autre que constater une évidence. Seuls quelques audacieux avaient commencé, à la fin des années 70, à attirer l'attention sur les graves conséquences (montée de l'alcoolisme, corruption, etc.) qui en découlaient pour la société soviétique. Aujourd'hui, ces termes paraissent presque anodins au regard de ceux auxquels recourt le maître de Kremlin lui-même. Ceux de « pétrification », d'« ossification », voire de « dégénérescence », sont couramment employés.

Notons au passage le progrès par rapport à la première vague de déstalinisation des années 50, longtemps menée sous le couvert d'euphémismes, tels que « culte de la personnalité », « dogmatisme », etc.

(Lire la suite page 3.)

ENQUÊTE

Les pouvoirs de Matignon

La cohabitation s'apprête à souffler dans quelques semaines, sa première bougie : l'occasion d'un premier bilan pour cette expérience originale sous la V^e République. M. Jacques Chirac, premier ministre, a-t-il profité de l'aube pour donner à Matignon un lustre nouveau ? C'est la question que nous avons posée à ses prédécesseurs. De M. Michel Debré, le doyen du club, à M. Laurent Fabius, le benjamin, ils jugent l'évolution du poids de Matignon alors que le débat sur le thème du « réajustement » des pouvoirs prend un tour aigu dans l'actuelle pré-campagne présidentielle. Ils évoquent également volontiers leurs années Matignon, souvent ballottées, à l'égard de l'Élysée, entre admiration et répugnance.

Pages 8 et 9

APOSTROPHES vendredi 13 février

Alain de Sédouy,
Pierre Bouteiller

LES VOIX DE LA FRANCE

almann-Lévy

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le premier Salon des arts graphiques

Le premier Salon des arts graphiques réunit, du 12 au 18 février, au Grand Palais, les détenteurs de livres ou de revues d'art, ainsi que les galeries spécialisées dans l'estampe. Cette manifestation devrait aider les professionnels de l'estampe à retrouver la confiance du public, et ceux de l'édition d'art à sortir du ghetto du livre-cadeau.

« Miquette », le nouveau film de Claude Chabrol
« Fievel et le Nouveau Monde », un dessin animé de Don Bluth

Pages 13 à 15

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 825 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 65 p.; Grèce, 120 dr.; Inde, 85 p.; Italie, 1.700 L.; Liban, 0,400 DL.; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2 f.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 325 F CFA; Suède, 11 cr.; Suisse, 1,00 s.; USA (West Coast), 1,80 \$.

سكنا من الامم

Proche-Orient

Le sort des otages au Liban

Une opération d'échange de prisonniers semble sérieusement envisagée par Jérusalem

L'Organisation de la justice révolutionnaire, qui dédicat notamment le Français Jean-Louis Normand en otage, a lancé, mardi soir 10 février, une nouvelle mise en garde contre une attaque militaire américaine au Liban. A ce propos, FOJR fournit de « nouvelles précisions sur une attaque militaire américaine préparée en coordination avec des officiers de l'armée libanaise et d'un haut responsable israélien de la sécurité ». Selon elle, « une attaque éclair devrait être exécutée à Beyrouth par un commando américano-libano-israélien ». « Nous mettons en garde les Etats-Unis contre toute action stupide, car les représailles seraient très cruelles », affirme FOJR dans un communiqué remis au bureau beyrouthin d'une agence de presse occidentale.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Israël est prêt à envisager de participer, sous une forme ou une autre, à un échange de prisonniers qui lui permettrait de récupérer l'aviateur capturé en octobre au Liban sud par les miliciens du mouvement chiite Amal, fût-ce dans le cadre d'un accord qui entraînerait parallèlement la libération des quatre professeurs de l'université de Beyrouth otages de Djabal islamique pour la libération de la Palestine. Mais il s'agit surtout là d'une position d'attente, et rien n'indique que les consultations diplomatiques en cours aient pour l'instant permis la moindre ébauche de négociations. En outre, à supposer qu'une opération d'échanges soit sérieusement considérée à Jérusalem, plusieurs obstacles rendent un tel projet aléatoire.

Interrogé mardi 10 février sur le point de savoir quelle serait la réponse de son gouvernement à une demande américaine de participer à une opération d'échange, M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien, a lâché une petite phrase laconique et peu compromettante, mais qui laisse ouverte la porte d'une éventuelle négociation : « Nous examinerons cette requête et réfléchirons ». Dans la même journée, d'autres dirigeants israéliens ont tenu des propos qui incitent plus au scepticisme quant aux chances de voir se nouer un marchandage.

M. Uri Labrani, coordonnateur des activités israéliennes au Liban, a déclaré que l'Etat juif « n'était et ne serait jamais engagé » dans aucune transaction avec les préneurs d'otages. Quant à M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, il a minimisé le marché proposé par M. Nabih Berri, en le qualifiant de « simple ballon d'essai ».

Il reste que, comme on le répète inlassablement à la Maison Blanche, l'administration Reagan n'a pas demandé à Israël son concours pour faciliter la libération des quatre otages enlevés à Beyrouth et qu'elle n'a pas l'intention de le faire. Cela n'enlève rien au désir de Jérusalem de récupérer le navigateur détenu depuis quatre mois par Amal. Et il n'est pas douteux qu'Israël est disposé à payer le prix d'une telle libération en élargissant de son côté des groupes de prisonniers arabes.

Semites ou chiïtes ?

Mais, premièrement, les Israéliens se demandent toujours si M. Berri, qui vit depuis plusieurs mois à Damas, exerce une autorité suffisante sur la fraction d'Amal qui délient le pilote pour pouvoir lui imposer ses conditions. Et, deuxièmement, ils entendent toutes les difficultés que risque de rencontrer M. Berri dans son « marché » avec les ravisseurs des otages de Beyrouth.

Beaucoup dépend en fait de l'identité réelle et des alliances

politiques des hommes qui se dissimulent sous le sigle Djihad islamique pour la libération de la Palestine. Si, comme certains le pensent, les ravisseurs sont plus proches des Palestiniens sunnites du Liban que des chiïtes pro-iraniens, les chances, dans le cadre d'un accord préliminaire, d'une entente préalable entre ces derniers et le leader d'Amal sont bien minces alors que la guerre des camps montre chaque jour à quel point la haine s'est accumulée entre les uns et les autres.

En tout cas, la situation actuelle rappelle étrangement celle qui prévalait après la « prise en otage » pendant l'été 1985 du Boeing de la TWA. A l'époque, après avoir, avec la bénédiction de Washington, refusé de céder au chantage des terroristes, Israël avait ensuite, au fil des semaines, satisfait leurs exigences en libérant en plusieurs étapes des centaines de Libanais détenus dans la prison d'Atlit. Bien qu'un dénoûment du même type ne puisse être exclu, l'Etat juif ne se prêterait à une négociation que s'il reçoit de la Croix-Rouge la ferme assurance d'une libération de son pilote. Tout autre engagement serait politiquement trop coûteux et mal reçu par les Israéliens, qui avaient déjà très mal « digéré » la spectaculaire libération en mai 1985 de 1150 Palestiniens dont beaucoup avaient été condamnés pour des crimes terroristes.

J.-P. LANGELLIER.

IRAN : à la veille du 8^e anniversaire de la révolution islamique

L'imam Khomeiny affirme que le peuple iranien exige « la guerre jusqu'à la victoire »

L'imam Khomeiny s'est exprimé publiquement mardi 10 février pour la première fois depuis près de trois mois, affirmant que son peuple exige « la guerre jusqu'à la victoire » contre l'Irak.

L'imam, âgé de quatre-vingt-six ans, a fait ces déclarations dans une mosquée située près de son domicile, dans le nord de Téhéran, à la veille du huitième anniversaire de la révolution islamique du 11 février 1979.

Bien que certains organes de presse occidentaux aient rapporté que l'imam Khomeiny était en mauvaise santé, il s'est exprimé d'une voix ferme durant les dix-sept minutes de son discours retransmis sur Radio-Téhéran.

Les troupes iraniennes en lutte contre l'Irak se battent pour une « cause divine », a-t-il affirmé. Le peuple iranien, a-t-il ajouté, a pour tant connu « des moments amers en raison de sa condition spirituelle ». « Les familles et les enfants sont tués et cela est dur à supporter », a-t-il dit.

Il s'agit du premier discours public de l'imam depuis le 20 novembre dernier. Les rumeurs sur son mauvais état de santé avaient encore circulé dimanche, quand il avait écouté silencieusement, ymonacé par le président iranien Ali Khamenei, le discours qu'il avait lui-même rédigé. « Presque chaque jour, l'Irak est frappé et de nombreux enfants, des jeunes, des vieux et des gens ordinaires voient leurs maisons tomber sur eux », a-t-il dit mardi dans son discours. « Mais, alors qu'ils émergent des décombres, ils soulignent le besoin de faire la guerre jusqu'à la victoire ».

Un appel de M. M'Bow

A Paris, M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a lancé un appel aux belligérants « qui sont parties à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens

culturels en cas de conflit armé » de respecter les dispositions de cette convention.

Soulignant que la guerre fait « de plus en plus de victimes parmi les vieillards, les femmes et les enfants » et « provoque de graves dommages à des monuments religieux, artistiques, historiques, irremplaçables chefs-d'œuvre qui

appartiennent désormais au patrimoine culturel commun de l'humanité », M. M'Bow a ajouté : « Si les pertes en vies humaines constituent une irréparable tragédie, la destruction d'un riche patrimoine culturel prive les générations futures et l'humanité entière de quelques-uns des témoignages les plus marquants d'une des civilisations les plus brillantes ».

Le témoignage du journaliste américain libéré

« Un pion dans une lutte de pouvoir interne ? »

Gerald Seib, le journaliste américain accusé d'espionnage par les autorités iraniennes qui l'ont détenu quatre jours, a affirmé, mardi 10 février, que son cas illustre les difficultés auxquelles les Etats-Unis se sont exposés en traitant avec un pays rongé par des divisions politiques. « Peut-être étais-je un pion dans une lutte de pouvoir interne », écrit-il dans Wall Street Journal, dont il est le correspondant au Caire. « Des divergences si profondes qu'un ministre peut inviter un journaliste et un autre l'arrêter montrant à quel point est risquée la stratégie de l'administration Reagan de traiter avec l'Iran », poursuit-il.

Seib estime que l'Iran est apparemment divisé entre une faction conduite par le président du Parlement Ali Hachemi Rastandjani - celle qui a probablement été en relation avec l'administration Reagan - et une autre faction soutenant l'ayatollah Khomeiny, le dirigeant religieux désigné de l'ayatollah Khomeiny.

Il raconte que, vers la fin de sa visite à Téhéran, il reçut un coup de téléphone l'informant que son passeport n'était pas en ordre et

que son nom ressemblait à celui d'un homme recherché.

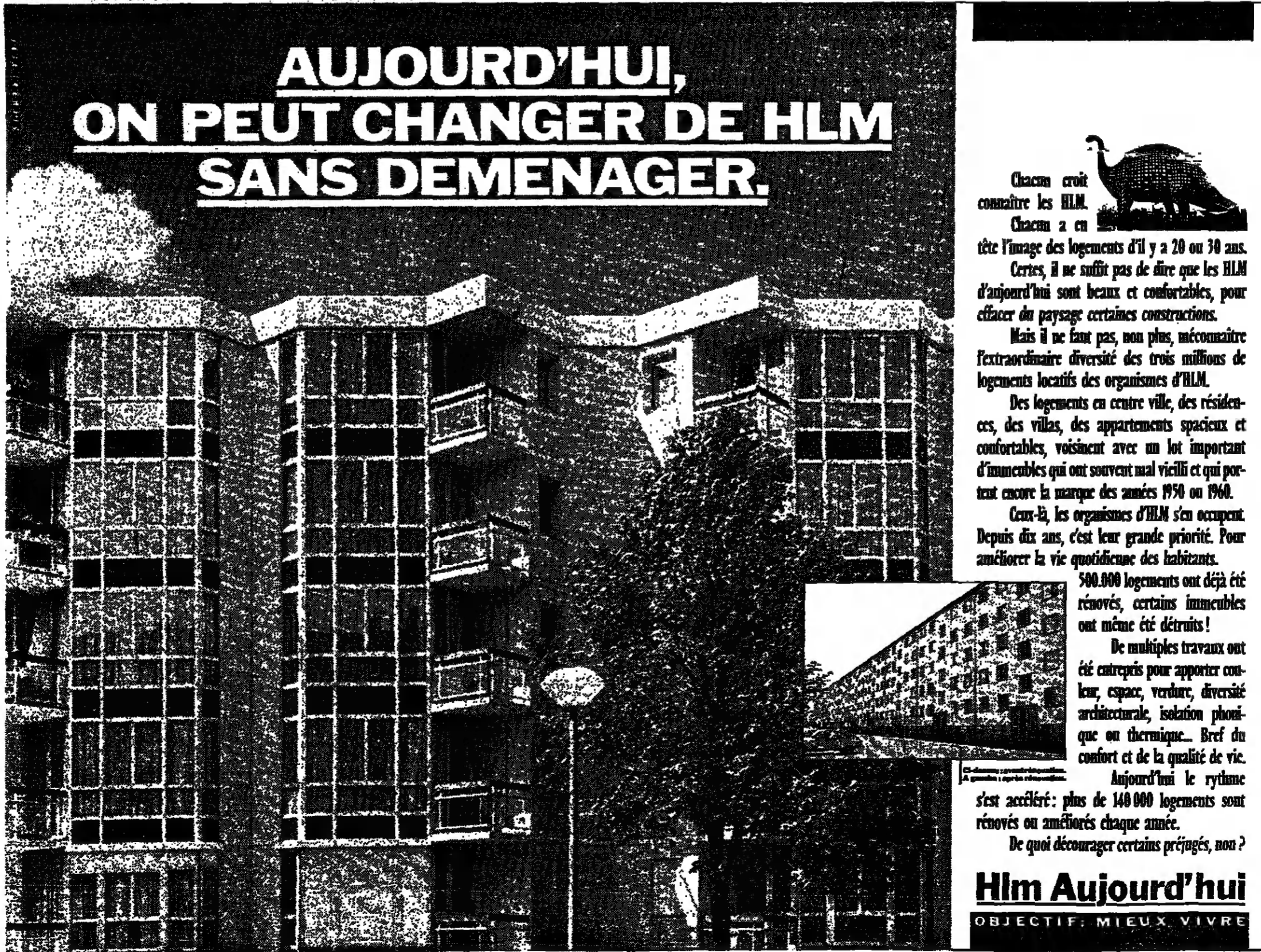
Après s'être rendu dans plusieurs bureaux gouvernementaux accompagné d'un diplomate suisse (l'ambassade de Suisse représente les intérêts de Washington en Iran depuis la rupture des relations entre les deux pays en 1979), Seib a été accosté dans un parc de stationnement par quatre hommes qui lui ont crié en anglais, « Police ».

« Deux d'entre eux m'ont attrapé, m'ont attaché les bras derrière le dos et m'ont poussé (...) sur la banquette arrière d'une voiture », raconte-t-il. Bien qu'on l'ait traité brutalement, il n'a jamais vu d'armes.

Il a appris, par la suite, qu'il avait été conduit à la tristement célèbre prison Evin, où il a été questionné par plusieurs responsables qui l'ont accusé d'espionnage au profit d'Israël et croyaient qu'il était juif (alors qu'il est catholique).

Pendant les interrogatoires ses yeux étaient bandés, ajoute-t-il, mais il pouvait entendre enlever le bandeau et il n'a jamais subi de mauvais traitements. Ses papiers ont été examinés mais tout, argent compris, lui a été rendu.

AUJOURD'HUI, ON PEUT CHANGER DE HLM SANS DEMENAGER.



Chacun croit connaître les HLM. Chacun a en tête l'image des logements d'il y a 20 ou 30 ans. Certes, il ne suffit pas de dire que les HLM d'aujourd'hui sont beaux et confortables, pour effacer du paysage certaines constructions.

Mais il ne faut pas, non plus, méconnaître l'extraordinaire diversité des trois millions de logements localisés des organismes d'HLM.

Des logements en centre ville, des résidences, des villas, des appartements spacieux et confortables, voisinent avec un lot important d'immeubles qui ont souvent mal vieilli et qui portent encore la marque des années 1950 ou 1960.

C'est là, les organismes d'HLM s'en occupent. Depuis dix ans, c'est leur grande priorité. Pour améliorer la vie quotidienne des habitants.

500.000 logements ont déjà été rénovés, certains immeubles ont même été détruits!

De multiples travaux ont été entrepris pour apporter couleur, espace, verdure, diversité architecturale, isolation phonique ou thermique... Bref du confort et de la qualité de vie.

Aujourd'hui le rythme s'est accéléré: plus de 140.000 logements sont rénovés ou améliorés chaque année.

De quoi décourager certains préjugés, non ?

Hlm Aujourd'hui

OBJECTIF: MIEUX VIVRE

ajourne
el-Barajneh

protection des Palestiniens

سكننا من الاجل

Afrique

La fin de la visite du président congolais à Paris

M. Chirac suggère à l'OUA de trouver de « nouvelles idées » pour régler le conflit tchadien

M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, devait tenir une conférence de presse dans l'après-midi de ce mercredi 11 février...

Lors des échanges de toasts au quai d'Orsay, mardi soir, M. Nguesso s'est montré beaucoup plus prudent. « Il n'y a point de place ici pour des coups d'éclat... »

De son côté, M. Chirac a eu un ton conciliant. « Aujourd'hui, les choses sont plus claires, dans la mesure où apparaissent nettement les responsabilités dans la poursuite de la guerre... »

Apparemment, le chef de l'Etat congolais s'est rendu compte du mauvais effet produit par ses déclarations intempestives lors de l'émission « Face au public » de France-Info...

Le « redéploiement » du dispositif « Epervier » est amorcé

N'DJAMENA de notre envoyé spécial

On estime ici, de sources occidentales, que le renforcement de l'armée libyenne dans le nord du Tchad, tout en atteignant peut-être pas le chiffre de 20 000 hommes cité par M. Hissène Habré, est bien réel...

Celles-ci, dont une partie est venue de Boner par la route, sont pour une large part constituées d'unités d'intervention. A priori, il n'est pas question que ces deux postes avancés aient pour rôle d'accroître le rayon d'action de la chasse française...

Un système de défense aérienne sera progressivement installé dans ces deux localités, et il n'est pas exclu que des hélicoptères Gazelle munis des missiles Hot passent y être stationnés...

Un système de défense aérienne sera progressivement installé dans ces deux localités, et il n'est pas exclu que des hélicoptères Gazelle munis des missiles Hot passent y être stationnés...

Des unités d'infanterie de marine ont commencé depuis dimanche à rejoindre Abéché et Biltine, cette base de Khourfa, Sibia et Masten-Es-Sarra, en Lybie. Chacun, à N'Djamena, déclare s'attendre à une vaste offensive de Tripoli...

Le système de défense aérienne sera progressivement installé dans ces deux localités, et il n'est pas exclu que des hélicoptères Gazelle munis des missiles Hot passent y être stationnés...

Congolez devant le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Elle estime, comme l'a dit M. Chirac dans son allocution, que des « taxes d'intérêt beaucoup trop élevées » rendent le poids de la dette insupportable...

C'est pour satisfaire les dirigeants français des « exigences » du FMI, jugées par lui excessives, que M. Bongo, président du Gabon, a commencé, ce mercredi à Paris, une visite privée, sans attendre la fin du séjour officiel de son homologue congolais...

Quant à un ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Youb Khan, il a quitté Paris, dans la nuit de lundi à mardi, pour Rome...

Quant à un ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Youb Khan, il a quitté Paris, dans la nuit de lundi à mardi, pour Rome, troisième étape d'une tournée destinée à procéder avec ses interlocuteurs européens à un échange de vues sur la tension indo-pakistanaise...

Sur le terrain, selon des diplomates occidentaux en poste au Tchad, ont été confirmés les attentats à la camionnette piégée rapportés le 4 février par l'Agence algérienne internationale de presse, proches de la guérilla...

Sur le terrain, selon des diplomates occidentaux en poste au Tchad, ont été confirmés les attentats à la camionnette piégée rapportés le 4 février par l'Agence algérienne internationale de presse...

Amériques

La troisième rencontre CEE-Amérique centrale : accord sur les grands principes...

ÉTATS-UNIS : les suites de l'« Irangate »

M. Reagan remet des notes personnelles à la commission d'enquête

Washington (Reuter). - Des extraits des notes personnelles de M. Reagan sur le scandale des ventes d'armes à l'Iran ont été remis, le mardi 10 février, à la commission d'enquête conduite par l'ancien sénateur John Tower...

La troisième réunion entre les Douze de la Communauté européenne, les cinq pays d'Amérique centrale et les quatre de Centrodora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) s'est terminée, le mardi 10 février, au Guatemala sur un accord politique qui, pour obtenir le consensus, s'est limité à réaffirmer de grands principes sans proposer de solutions...

Un accord souscrit n'engage pas beaucoup les signataires, et l'appui réaffirmé au groupe de Centrodora - dont certains participants ont assuré qu'ils sortaient renforcés de cette réunion - reste en fait fragile...

Les Européens doivent inciter au « dialogue » nous déclare M. Cheysson

LIMA de notre correspondante

L'Amérique latine est considérée comme la « chasse gardée » de l'Europe est récente. Comment expliquer cette évolution ? Les Américains ont longtemps souhaité conserver l'Amérique latine comme une « chasse gardée »...

« L'aide apportée jusqu'à présent au Nicaragua (la moitié de l'aide accordée à toute l'Amérique centrale) sera-t-elle répartie entre les quatre autres pays ? »

« L'aide au Nicaragua a représenté la moitié du total de 1980 à 1982. Pourquoi ? Parce que nous ne pouvons pas aider le Guatemala, qui était sous régime militaire. Comme notre aide ne va qu'aux pays les plus pauvres, il ne nous restait plus que le Nicaragua et le Honduras... »

« Depuis, les choses ont beaucoup changé. Il y a une belle lettre que notre aide au Nicaragua ne représente plus 50 % du total. Nous aidons le Guatemala sur un programme non négociable. Ensuite, nous avons dû faire des aides d'urgence, humanitaires, en particulier après le tremblement de terre au Salvador... »

Asie

AFGHANISTAN

La guérilla a « presque doublé » ses bombardements depuis le 15 janvier, affirme Moscou

Les bombardements de la guérilla ont « presque doublé » depuis le cessez-le-feu unilatéral décrété par Kaboul le 15 janvier, a affirmé, mardi 10 février, à Moscou, un porte-parole officiel...

Pakistan, le terrorisme urbain se développe avec des explosions à Kaboul, Djalalabad et un attentat à Kandahar. Après l'explosion d'une voiture piégée le 1er février dernier devant l'ambassade d'Inde à Kaboul, une nouvelle explosion a eu lieu le 6 dans un quartier sud de la capitale...

Quant au ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Youb Khan, il a quitté Paris, dans la nuit de lundi à mardi, pour Rome, troisième étape d'une tournée destinée à procéder avec ses interlocuteurs européens à un échange de vues sur la tension indo-pakistanaise...

PHILIPPINES : l'inventaire de la fortune des Marcos

Entre autres, 31 avions et hélicoptères...

MANILLE de notre envoyé spécial

Mme Marcos avait raison d'être offensée, elle qui avait démenti avec la dernière énergie posséder 3 000 paires de chaussures, affirmant qu'elle en « avait une génération étonnée »...

tant, dont le frivolité de madame n'était que l'écume. Aux Philippines même, les avoirs des Marcos se chiffrent à 1,5 milliard de dollars (143 fives de propriété, 81 voitures, 31 avions et hélicoptères, 14 bateaux)...

CORÉE DU SUD

Accueil triomphal d'une famille nord-coréenne ayant fait défection

Quatre ressortissants nord-coréens, membres d'une même famille, dont les premiers chiens à fuir un groupe le régime de Pyongyang, ont été accueillis, dimanche à Séoul, en triomphe à Séoul après une odyssée que les a conduits au Japon, puis à Taiwan...

SRI-LANKA

L'armée poursuit son offensive contre les rebelles tamouls

Les forces de sécurité ont progressé, mardi 10 février, sur tous les fronts contre les rebelles séparatistes tamouls, a annoncé Colombe, Secrétaire général du gouvernement, en un communiqué officiel...

● INDE : nouveaux attentats au Pendjab. - Deux hommes armés, sur une moto, ont tué par balles, mardi 10 février, le docteur M. S. Mangat, fils de l'inspecteur général de la police du Pendjab, D. Mangat, alors qu'il se rendait à un hôpital de la ville de Patiala...

PHILIPPE PONS.

NICOLE BONNET.



AFGHANISTAN

Le prince Douda, ses troupes
le 15 janvier, affirme Moscou

Le prince Douda, chef de la résistance afghane, a affirmé le 15 janvier que ses troupes avaient repris le contrôle de la capitale, Kaboul, après avoir chassé les forces soviétiques. Selon le prince, les Soviétiques ont été contraints de se retirer vers le nord du pays. Cette déclaration a été confirmée par des sources proches du prince, qui ont souligné l'importance de cette victoire pour la résistance afghane.

FINIS l'occupation des M...
M... H...

Le prince Douda a déclaré que les forces soviétiques ont subi de lourdes pertes lors de leur retraite. Il a également mentionné que les civils afghans ont commencé à retourner dans leurs foyers. Cette situation est considérée comme un tournant décisif dans le conflit afghan.

LE...
L'...
de détente

Le prince Douda a souligné que la prise de Kaboul marque le début d'une nouvelle ère pour l'Afghanistan. Il a promis de poursuivre les efforts pour éliminer complètement les troupes soviétiques du territoire afghan.



Equipement "Executive." Octroyez-vous royalement une heure de détente par jour.

Choisir de s'offrir une BMW de la série 5 en version équipement "Executive", c'est d'emblée s'accorder un bon moment de plaisir en contemplant l'une des plus belles berlines routières d'aujourd'hui, avec sa ligne "shadow line" qui en affine encore le profil. Une esthétique à voir et à vivre chaque jour sur les 10 ou 20 kilomètres qui séparent

peut-être par chance votre lieu de travail de votre domicile.

Démarrez par une belle fin d'après-midi ensoleillée, en tenant le volant sport que vous n'aurez très vite plus envie de

quitter. Ouvrez grand le toit sur le ciel. Le moteur 6 cylindres en ligne de la BMW 520i, à refroidissement par eau et arbre à cames en tête à 7 paliers vous donne toute sa puissance. Du bout du pied, en souplesse, le dispositif d'injection électronique L-Jetronic avec commande par débit d'air vous permet de passer de 0 à 100 km/h en 11,4 s et d'atteindre en pointe les 185 km/h sur circuit fermé.

Après avoir franchi le premier kilomètre en 32,6 s départ arrêté, il se peut que l'envie vous vienne de faire durer le plaisir. C'est le moment de prendre la première à droite et de rentrer chez vous par le chemin que vous n'avez jamais pris. Une petite route à l'écart de la ville, et après 10 heures de travail, 10 km sur l'autoroute pour l'une des plus agréables promenades de santé qu'une berline puisse vous proposer. Accélérez. C'est tout le plaisir de la grande vitesse. Musique ! Accélérez encore. C'est tout le plaisir de la sécurité. Équipée de son train avant exclusif BMW avec double articulation des pivots de fusée, de son

double circuit de freinage en diagonale, et de l'ABS monté en série, votre BMW 520i vous permet au premier coup de frein brusque de garder un cap absolument parfait.

Croisements, virages, arrêt, redémarrage, les jantes BBS permettent aux pneus taille basse un travail précis et régulier pour un exceptionnel confort de conduite. Sur toutes les routes, par tous les temps, la tenue de route est souveraine. Avec ses phares antibrouillard et son indicateur de maintenance, votre BMW 520i équipement "Executive" a vraiment tout pour vous permettre d'oublier chaque jour en quelques minutes tous les soucis et les tracas d'une longue journée de travail.

Dès lors, chaque soir, ouvrir la porte de votre voiture vous aidera à mieux fermer derrière vous celle de votre bureau.

L'option équipement "Executive" comprend : toit ouvrant, vitres teintées, rétroviseurs électriques, finition "shadow line", intérieur velours, phares anti-brouillard, jantes BBS, volant sport, appuies-tête arrière. Options disponibles sur trois coloris de peinture : "Lachssilber", "Delphin", "Diamantschwartz".

MOTUL partenaire de BMW.

BMW SÉRIE 5	520i	524td	528i
Moteur	6 cyl./2 l inj.	6 cyl./2,4 l Diesel	6 cyl./2,8 l inj.
Puissance (ch)/couple	129/174 Nm	115/210 Nm	164/240 Nm
Consommation 90/120/vite	6,4/8,3/11,8 l	5,2/7/9 l	7/9/14,7 l
Vitesse maximum	190 km/h	180 km/h	215 km/h
Accélération de 0 à 100	11,4 s	12,9 s	8,4 s
En série	ABS	ABS	ABS



LE PLAISIR DE CONDUIRE.

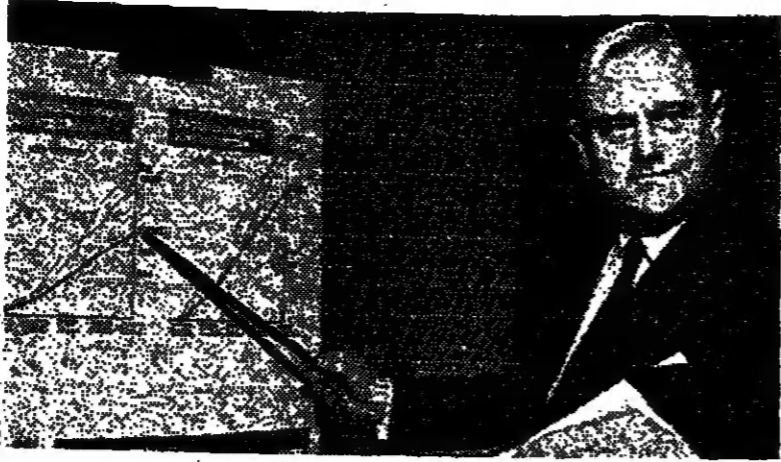
سكنا من الاجل

ni
la
so.
up.
us.
int
is-
to-
ne
el-
tu-
int
-
sil,
les
to-
les
au
ssi
an-
es
or-
ve-
De
ig,
me
ite
lal
le
les
yes

ité
les
sa

de,
de

ENQUÊTE



Raymond Barre en 1976



Pierre Mauroy en 1982



Laurent Fabius en 1985

pouvoirs grâce à la cohabitation ? Ses prédécesseurs répondent.

président de la République se retrouve en première ligne, scandé M. Debré. Je l'ai dit au général de Gaulle avant mon départ... Mais quand M. Pompidou m'a succédé, le général lui a demandé de ne pas tenir de conseils de cabinet. C'était une façon de diminuer la personnalité du premier ministre », regrette-t-il.

« Le général de Gaulle dominait psychologiquement la scène politique, note M. Couve de Murville. Mais il laissait le premier ministre libre de sa voie républicaine. Le mal n'est propagé après le général de Gaulle, estime M. Couve de Murville : « Au fur et à mesure que l'exemple du général de Gaulle s'est éloigné, ses successeurs ont cru que, pour avoir sa dimension, il fallait se mêler de tout. »

« C'est vrai, le général laissait une grande liberté », confirme M. Messmer, qui fut durant neuf années son ministre des armées. « Il est toutefois exact qu'il entretenait avec certains ministres (défense et affaires étrangères) des relations directes et privilégiées. »

Premier ministre en 1972 après le départ brutal de M. Chaban-Delmas, M. Messmer estime que la marge de manœuvre s'est accrue « progressivement » au fur

et à mesure que la maladie dont souffrait M. Pompidou gagnait du terrain : « Intellectuellement, il n'a jamais été affecté, même s'il était devenu très irritable. En revanche, sa puissance de travail avait baissé. Il avait donc besoin d'un premier ministre doté de plus de pouvoirs. Et puis le système n'était pas arrivé à ce point de dérive où devait le porter M.M. Giscard d'Estaing et Mitterrand. »

M. Barre épargne, quant à lui, M. Giscard d'Estaing (tout au moins pour les années 1976-1981 : « Je n'ai rien à redire. ») pour charger la baraque de M. Pompidou qui, affirme-t-il, « intervenait directement dans les affaires ». En 1976, pour plus de précautions, M. Barre avait demandé à M. Giscard d'Estaing d'avoir l'assurance de ne pas être court-circuité par les ministres — « comme l'avait été systématiquement M. Chirac », — d'où une petite phrase glissée dans sa première allocution précisant qu'il exerceait la fonction de premier ministre « dans la plénitude de ses attributions ». (5) Lors de la constitution de son second gouvernement (29 mars 1977), M. Barre devait décider d'écarter du gouvernement les trois encombrants ministres d'Etat représentant les trois partis de la majorité (6).

« L'expérience tentée par M. Chaban-Delmas de 1969 à 1972 peut paraître à bien des égards comme la préfiguration de la cohabitation actuelle. « Il y a dans cette tentative la quintessence de l'identité de la cohabitation », estime M. Jobert, tandis que M. Messmer, qui succéda à M. Chaban-Delmas avant de songer, en 1974, à le concurrencer dans la course à l'Elysée, affirme que ce dernier, « qui s'est toujours senti comme un poisson dans l'eau au Parlement », a voulu s'appuyer sur l'Assemblée nationale (7) « contre ou plutôt face au président de la République ».

« C'est finalement ce qui se passe aujourd'hui », ajoute M. Messmer, qui estime que la tentative du maire de Bordeaux, hors cohabitation, était inévitablement vouée à l'échec. « A l'issue du conseil des ministres où M. Chaban-Delmas a annoncé l'autorisation de demander la confiance à l'Assemblée, le garde des sceaux, M. René Pléven, ami de Chaban-Delmas, était consterné : Chaban vient de signer son arrêt de mort ! », raconte M. Messmer.

« La situation n'avait rien à voir avec ce qui se passe aujourd'hui », rétorque le maire de Bordeaux, qui dément avoir eu l'idée de faire jouer sa popularité à l'Assemblée pour contrer le président. « Je n'ai d'ailleurs jamais songé un instant à refuser ma démission », ajoute-t-il en guise de preuve.

Quant au « trouble » manifesté devant les députés, le 4 décembre 1985, par M. Laurent Fabius, premier ministre, à l'occasion de la venue à Paris du nommé un polonais, le général Jaruzelski, il avait également pu apparaître comme la volonté du « plus jeune premier ministre donné à la France » de prendre ses distances à l'égard du chef de l'Etat, en se ménageant une autonomie de commentaire.

« Nous en avons parlé avec le président après, car c'est effecti-

vement le cas de figure qu'il aurait été préférable d'éviter si les choses avaient bien fonctionné », précise M. Fabius, en notant sur le coup de l'émotion est de la jeunesse une sortie à propos d'une affaire qui touchait à un sujet — les droits de l'homme — auquel il est, rappelle-t-il, « très sensible ». M. Fabius affirme, en outre, avoir appris la nouvelle par

l'AFP, le ministre des relations extérieures ayant « mangé » la consigne.

La cohabitation a, en tout cas, ouvert depuis le 20 mars un droit nouveau du premier ministre à manifester ses troubles, même si dans ce domaine M. Chirac pratique, au grand dam de certains de ses proches, une prudente auto-censure.

Comment exister et être loyal ?

Quel bilan fera-t-on de la cohabitation quand elle arrivera à son terme ? « On s'apercevra alors qu'elle n'a pas eu que des effets négatifs, notamment pour apprécier ce que doit être exactement l'équilibre des pouvoirs dans notre pays et provoquer un certain retour à ce qu'était la pratique institutionnelle au début de la V^e République », lançait M. Chirac au cours de sa conférence de presse du 29 janvier.

La cohabitation, lancée d'essai ? M. Barre affirme qu'il n'en restera « rien de positif ». « Elle a montré combien il était important que le premier ministre ne soit pas transparent », explique M. Debré, tandis que M. Fabius estime que cela a donné un poids supplémentaire à Maitignon mais que « l'élément déterminant demeure la conformité ou la coexistence des majorités ».

« L'expérience laissera des traces, on ne pourra pas revenir à ce qui se faisait précédemment », affirme M. Couve de Murville, qui estime que la France n'a pas besoin d'un « président-dieu-puissant ». « L'autre aspect positif, poursuit-il, c'est que l'on a découvert que les affaires étrangères et la défense étaient aussi des affaires gouvernementales, et pas seulement strictement présidentielles. »

M. Pierre Messmer, pour sa part, insiste également sur le fait que, si demain le nouveau président de la République veut se montrer « sage » et « tirer les leçons de la cohabitation », il faudra qu'il mise sur un premier ministre qui ne soit pas dans son ombre.

Mais comment préserver sa marge de manœuvre quand on constate que la pente naturelle du pouvoir conduit à une présidentialisation accrue au fil des ans ? « Il faudrait que le chef de l'Etat dégonfle dans des proportions notables son cabinet ; de même coup, cela diminuerait l'interventionnisme de la maison Elysée », répond M. Messmer.

« Ça ne joue pas ! », réplique M. Fabius, qui pense que c'est au président de donner des consignes pour que l'on ne passe pas par-dessus la tête du premier ministre. « Le président de la République doit laisser au premier ministre ses responsabilités. Mais ce dernier ne doit pas oublier que ce sont des responsabilités partagées », rappelle M. Barre qui insiste pour que le premier ministre « ne soit ni n'apparaisse comme une « créature » complaisante du président ». « Si j'avais été un premier ministre évanescents, aurais-je parlé à l'époque de barrième ? », explique-t-il en affirmant que, sous la V^e République, un premier ministre « peut exister » tout en étant « parfaitement loyal » vis-à-vis du chef de l'Etat.

Les hommes et leur tempérament présent, certes, bon poids dans la pratique des institutions, mais les résultats électoraux également : « Si, en 1988, le président est élu très largement, avec 56 % ou 58 % des voix, vous ne pourrez l'empêcher de penser qu'il est le patron de tout », craint M. Debré.

M.M. Couve de Murville et Barre s'inquiètent plutôt d'un

« mouvement inverse : « Compte tenu de la renaissance du régime des partis, le président de la République n'aura plus une autorité incontestée sur la majorité parlementaire », explique M. Couve de Murville. M. Chirac, s'il est élu, devra composer ; M. Mitterrand devra trouver une alliance de type troisième force. » Si M. Barre se prononce pour un « équilibre harmonieux » des pouvoirs de l'exécutif et du Parlement, il se demande si le développement du thème du rétro-équilibre des pouvoirs ne camoufle pas « les aspirations de plus en plus ouvertes à un système où les combinaisons partisans redynamiseraient le sel quotidien de la vie politique française ». « Nous avons une bonne Constitution. Ne la laissons pas détruire par des politiques plus soucieux de leur aventure personnelle que de l'intérêt du pays ! », prévient M. Barre.

M. Mauroy, mais également M. Chaban-Delmas, campent sur des positions très éloignées : « Je suis persuadé, explique M. Mauroy avec passion, que M. Mitterrand, à l'occasion d'un nouveau septennat, pourra ouvrir en 1988 une pratique présidentielle nouvelle, comme le général de Gaulle l'avait fait en 1958. » M. Chaban-Delmas, lui, fait écho en confiant que M. Mitterrand est « l'un des rares hommes », selon lui, qui pourraient en 1988, en cas de réélection, « équilibrer réellement » les pouvoirs du président, du premier ministre et du Parlement.

Après la cohabitation, le ré-équilibre, pour que durent les années Maitignon ?...

- (1) Il fut également ministre de M.M. Pompidou et Mitterrand.
- (2) La Constitution précise seulement dans son article 21 que « le premier ministre dirige l'action du gouvernement ».
- (3) M. Debré affirme également que deux autres dispositions de la Constitution ont été conçues en prévision d'une éventuelle cohabitation : la signature par le seul premier ministre des projets de loi, l'impossibilité pour le chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée nationale une seconde fois avant un délai d'une année.
- (4) La Vie à Maitignon au temps de l'union de la gauche, par Thierry Flieter, chez Hachette.
- (5) Monsieur Barre, par Henri Amouroux, chez Robert Laffont.
- (6) M.M. Olivier Guichard (UDR), Michel Poniatowski (RI) et Jean Lecanuet (CDS).
- (7) Le premier ministre, qui avait obtenu le 24 mai 1972 un vote de confiance massif de l'Assemblée (568 voix contre 96 et 6 abstentions), dissuadait six semaines plus tard, le 5 juillet 1972.

tre, a-t-il plus

L'obligé du président

La « bureaucratie présidentielle »

On imagine mal aujourd'hui M. Chirac se plaignant d'être court-circuité par un de ses ministres. M. Mauroy, qui passa pour avoir été un premier ministre passablement court-circuité, affirme cependant, quant à lui, que « cela n'a jamais été comme un élément politique essentiel : c'était en général pour des affaires secondaires ». M. Fabius, qui faisait, lui, partie dans les gouvernements Mauroy des ministres « court-circuités », explique qu'il est essentiel que le président de la République « protège l'autorité » de son premier ministre en ne donnant pas suite aux demandes directes des ministres : « Quand un premier ministre n'est pas court-circuité, le cercle vicieux devient un cercle vertueux. Pour moi, c'était d'autant plus nécessaire que j'étais un premier ministre jeune. »

« La responsabilité [du court-circuitage] incombe pour une bonne part à l'entourage pléthorique du président », pense M. Messmer. Le cabinet de l'Elysée plus le secrétariat général de la présidence se sont emparés au fil des ans des pouvoirs du gouvernement. « Au début de son septennat, ajoute quant à lui M. Debré, le général de Gaulle avait insisté pour avoir peu de monde autour de lui. Mais, par la suite, les membres de l'entourage présidentiel se sont multipliés et ils se sont pris pour des superministres. » « Il ne faut pas que s'installe à l'Elysée une bureau-

FORMATION INFORMATIQUE GAGNER UN ORDINATEUR

1987 est l'année de la micro-informatique !

TUTORTECH INTERNATIONAL vous propose de bénéficier de ses techniques et offre à ses 50 prochains clients :

1^{er} PRIX : UN MICRO-ORDINATEUR TOSHIBA PAPAN (valeur 11 500 F TTC)
 2^{er} PRIX : LE REMBOURSEMENT DU COURS CHOISI
 3^{er} PRIX : 50 % DE REDUCTION SUR LE COURS CHOISI

Les 3 premiers prix offerts seront attribués par tirage au sort contrôlé par huissier

Au catalogue vous trouverez :

Pour débiter, une introduction à la micro-informatique = 1 jour (1 400 F HT).

Traitement de texte :
 WORD 3 = 4 jours (5 600 F HT).
 TEXTOR/WORDSTAR 2000/VIDEO 3 PC = 3 jours chacun (4 200 F HT la module).

Série IBM assistant
 Writing/Filing/Graphing/Reporting/Planning = 1 jour chacun (1 400 F HT la module).
 DBASE III plus initiation/Programmation = 2 jours/3 jours (2 800 F HT/4 200 F HT).
 MULTIPLAN III = 2 jours (2 800 F HT).
 LOTUS 1-2-3 initiation/Perfectionnement = 3 jours/2 jours (4 200 F HT/2 800 F HT).
 SYMPHONY Stage 1/Stage 2 = 3 jours/2 jours (4 200 F HT/2 800 F HT).
 FRAMEWORK III = 4 jours (5 600 F HT).

Appelez aujourd'hui M^{me} Compaie
TUTORTECH INTERNATIONAL au 49-00-05-00
pour en savoir plus sur cette chance exceptionnelle de gagner
et d'apprendre

TUTORTECH INTERNATIONAL SA, Jardins Boileau - 92800 PUTEAUX LA DEFENSE
 RER : La Défense - sortie parvis, passage entre tours Atlantique et Crédit lyonnais - 5^{ème} étage, sortie 4 parking Boileau

Une passionnante et indispensable fresque des relations entre le P.C. français et ses intellectuels.

Claude Jannoud - Le Figaro

Jeannine Verdès-Leroux

Le réveil des sommambules

Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1936-1986)

492 pages 150 F

Déjà paru : **Au service du parti.**
 Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)
 592 pages - 140 F

FAYARD / MINUIT

سكننا من الاله

Le refus de M. Mitterrand de laisser muter M. Apap « mine l'autorité du gouvernement » estime l'hôtel Matignon

Après la décision du chef de l'Etat de refuser la mutation de M. Georges Apap, procureur de Valence (nos dernières éditions), M. Denis Baudouin, porte-parole du gouvernement, a déclaré, mercredi 11 février, qu'il s'agissait d'une décision « mine l'autorité du gouvernement ».

Pour sa défense, M. Apap invoque l'article 33 du code de procédure pénale, qui peut se résumer par l'adage : « La plume est servie, mais la parole est libre ».

A l'approche de cette argumentation, la chancellerie invoque, elle, le code de l'organisation judiciaire qui limite les discours prononcés lors des audiences solennelles de rentrée des tribunaux « à un exposé de l'état de la juridiction durant l'année écoulée ».

L'affaire du Carrefour du développement M. Yves Chaliar est maintenu en détention

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, le mardi 10 février, la demande de mise en liberté de M. Yves Chaliar, principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement.

Père de six enfants, M. Michau s'appuie sur ces aspects encore inexploités de l'affaire du Carrefour du développement.

Les dangers de la prohibition de la drogue

Voici le texte du discours prononcé le 8 janvier, par M. Georges Apap, procureur de la République, lors de l'audience rentrée de tribunal de Valence (le titre et les intertitres sont de la rédaction de Monde).

Je ne veux pas à la démesure, ajouter l'intolérance. Je ne méne pas de croisade contre l'alcoolisme et je n'ai aucune envie de pourchasser les pourvoyeurs d'alcool.

Le trafic se transformerait en honnête importateur, et il perdrait son caractère de débit sans reproche ; le service des douanes s'intéresserait à la qualité des produits et le corps médical prendrait en charge les consommateurs sensibles ; il n'y aurait plus de trafic de stupéfiants se reconvenant.

Le secret de défense ne peut être opposé

Après avoir rappelé que M. Chaliar était en possession d'un permis de conduire n° 75/1715 407, le procureur de la République a déclaré :

Attendu que l'argument du secret de défense, qui est opposé au contrôle judiciaire de M. Jacques Delebois, ce qui est contraire à la loi.

Accusé de « subversion marxiste » Le CCFD a perdu son procès contre « le Figaro-Magazine »

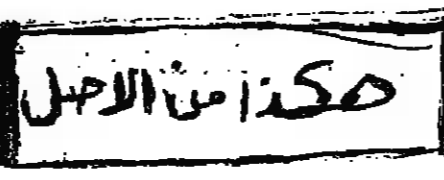
La 17^e chambre de Paris a relaxé, le mardi 10 février, MM. Jean-Pierre Moreau, auteur de l'ouvrage « La Subversion », le CCFD, Jacques Rougeot et Yves Durand, dirigeants de l'UNI (Union nationale inter-universitaire).

Les attendus du premier jugement éclaircissent les circonstances qui ont conduit le tribunal à l'arrêt.

Mon choix s'est porté sur le problème de la toxicomanie. On sait à quel point ce sujet préoccupe l'opinion. Cette préoccupation est légitime. Mais ma première réflexion est surprise.

La seule différence entre les deux phénomènes est celle de l'interdiction légale. Or ma première idée est précisément d'inviter à réfléchir sur ce sens et la portée de cette interdiction.

Attendu que par lettre en date du 12 janvier 1987 nous avons demandé à M. le ministre de l'Intérieur s'il estimait que les éléments de réponse aux questions essentielles à poser à M. le directeur de la DST, à savoir :



سكزا من الاصل

Société

JUSTICE

Deux commissaires de police marseillais inculpés de proxénétisme aggravé

Deux commissaires principaux de police marseillais, MM. Jean-Pierre Ghenassia et Henri Gentet, ont été inculpés, mardi 10 février, de proxénétisme (1) par M. Bernard Vigny, juge d'instruction à Grenoble.

Les deux policiers, qui ont été libérés en liberté sous contrôle judiciaire, avaient été arrêtés par la patronne d'un réseau de prostitution, M^{me} Fatma Farès, trente ans, dite « Fabienne ». Celle-ci avait affirmé qu'elle avait été contrainte de verser des sommes considérables, de l'ordre de quatre millions de francs, aux deux policiers.

Ces accusations, après le démantèlement du réseau de prostitution de « Fabienne » par la brigade de recherches de la gendarmerie d'Alençon-Provence, au mois d'octobre dernier, avaient provoqué une polémique vive entre gendarmes et policiers, ces derniers demandant

La prise d'otages et le hold-up de Marseille

Une « première » pour M. Robert Broussard

Les auteurs du hold-up commis, lundi 9 février, à la Casse d'épargne de Marseille, avaient tenté sans succès de réaliser une « première », a-t-il dit. On n'avait encore jamais vu, a-t-il souligné, une prise d'otages combinée avec une action par les égoûts.

« Tout le déroulement d'une prise d'otages classique avait été prévu, c'est ce qui nous a mis en erreur », a affirmé M. Broussard, qui a dirigé que des équipes d'égoûts et de policiers ont inspecté les égoûts la nuit après-midi, sans rien découvrir de suspect.

Selon M. Broussard, les gangsters égoûts ont commencé à y aller vers 13 h 30, sur une cinquantaine de mètres entre l'égoût principal et les égouts de la banque. Une

Dans les Vosges Un responsable national du PFN écroué pour détournement de fonds

L'un des principaux responsables nationaux du PFN (Parti des forces nouvelles), M. Michel Vinciguera, trente-trois ans, inculpé, lundi 9 février, de détournement de fonds de faux en écriture, a été écroué au Remiremont (Vosges). M. Vinciguera, ingénieur chimiste et président-directeur général d'une petite société installée à Lubine, près de Saint-Dié (Vosges), la Compagnie vosgienne de polyuréthane avait déjà été entendu en novembre 1986 par le service régional de police judiciaire de Strasbourg, où il est domicilié.

M. Michel Spath, son principal complice dans le détournement de fonds - plusieurs millions de francs - pour lequel il a été inculpé lundi, est actuellement en fuite. M. Spath conduisait une PNF aux dernières élections cantonales à Schiltigheim (Bas-Rhin) où il a obtenu 0,55 % des voix. Les deux hommes apparaissent dans une trentaine de sociétés plus ou moins fictives dont la plus voyante était celle de Lubine, actuellement en liquidation.

La gendarmerie de Strasbourg a également mis les mains sur une firme des Vosges appartenant à M. Vinciguera et qui aurait servi de lieu de rassemblement aux militants du PFN.

Le suicide de Jean Carriou ancien président de l'OM

Ancien président de l'Olympique de Marseille, Jean Carriou s'est suicidé le 10 février, vers 17 heures, en sautant d'une hauteur dans le cap Cassis, sur la route du littoral entre Cassis et La Ciotat. Dans son véhicule un petit cahier expliquant les raisons de son geste a été retrouvé : « Ma vie était devenue un enfer ».

Agé de cinquante-sept ans, Jean Carriou, ingénieur des mines, dirigeait une entreprise spécialisée dans le percement des tunnels qui connaissait certaines difficultés financières. Ses proches, qui l'étaient déprimé depuis plusieurs semaines.

Jean Carriou était connu du grand public pour avoir présidé, de

La marche Paris-Genève M. Mitterrand promet d'intervenir en faveur des enfants retenus en Algérie

Cinq mères, sortant par le collectif « Défense des enfants enlevés », ont entrepris, mardi 10 février, une marche de Paris à Genève où elles se rendront à la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour parler du drame des enfants de couples mixtes victimes d'enlèvement par l'un des parents. Elles ont été reçues avant leur départ par M. François Mitterrand qui leur a promis d'intervenir personnellement auprès du président algérien, M. Chadli,

afin de hâter un accord franco-algérien à ce sujet. De son côté, l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Abdelhamid Mehdi a souligné, dans un communiqué, que « les deux gouvernements mènent actuellement des négociations en vue d'aboutir à un accord sur les questions de fond, dans le cadre des principes fondamentaux de la réciprocité de l'égalité des droits. En outre, l'examen des dossiers, mené dans la discrétion, a permis à ce jour le retour à leur mère de cent six enfants ».

« Nous avons été dupées, s'excuse Annie Sugier, une responsable du collectif Défense des enfants enlevés (1). Lorsque cinq mères françaises (2) ont décidé, l'été 1985, d'occuper l'ambassade d'Algérie pour attirer l'attention sur les enfants qui, confiés par la justice française à leur mère, ont été amenés et sont retenus par leur père en Algérie, on leur a promis la conclusion rapide d'une convention bilatérale. Un an et demi après, il n'y a toujours rien. Pis : après les élections législatives françaises, le dossier a été remis à plat et on est aujourd'hui, le cas départ ! Après ce constat, nous ne pouvons rien faire d'autre que reprendre l'action ».

Plutôt que d'entreprendre des opérations spectaculaires, comme ce fut le cas dans le passé (un exemple pour Alger en octobre 1985 et même l'occupation de l'ambassade de France), elles ont choisi une marche de Paris à Genève, une étape à Strasbourg (le 11 février), où elles seront reçues par les responsables du collectif Défense des enfants enlevés (1). Lorsque cinq mères françaises (2) ont décidé, l'été 1985, d'occuper l'ambassade d'Algérie pour attirer l'attention sur les enfants qui, confiés par la justice française à leur mère, ont été amenés et sont retenus par leur père en Algérie, on leur a promis la conclusion rapide d'une convention bilatérale. Un an et demi après, il n'y a toujours rien. Pis : après les élections législatives françaises, le dossier a été remis à plat et on est aujourd'hui, le cas départ ! Après ce constat, nous ne pouvons rien faire d'autre que reprendre l'action ».

Plutôt que d'entreprendre des opérations spectaculaires, comme ce fut le cas dans le passé (un exemple pour Alger en octobre 1985 et même l'occupation de l'ambassade de France), elles ont choisi une marche de Paris à Genève, une

Autocritique des grandes écoles

(Suite de la première page.)

Certes ces quatre grandes ne sont pas toutes les écoles, et tous leurs élèves n'accèdent pas à ces hautes destinées. Mais, comme Jean-Michel Gaillard, le modèle qu'elles imposent est le même que ceux qui ne parviennent pas à ces postes prestigieux ont le sentiment d'avoir été trompés. Ainsi le système des grandes écoles, avec ses super-diplômes arrogants, ses titres et ses résignés.

« Les propos émis lors de la conférence ne peuvent évidemment être tenus que par quelqu'un du monde », Jean-Michel Gaillard présente à cet égard les garanties : ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Cloud et de l'ENA, agrégé d'histoire, maître de conférences à la présidence de la République, après un passage au Quai d'Orsay, il a quarante ans, le pur produit de ce qu'il est et n'en fait pas mystère.

Mais son ton au vitriol n'est pas que l'exercice de style d'un intellectuel impertinent qui paie la fantaisie de cracher sur les privilèges. L'auteur n'a pas de mal à appuyer sa démonstration sur les réflexions particulièrement pertinentes de représentants éminents du système, comme MM. Laurent Schwartz, professeur au Polytechnique et président du Comité national d'évaluation, Bernard Esambert, président du conseil d'administration de Polytechnique, et Jean-Jacques Nora ou Roger Fauroux, respectivement directeur et directeur de l'ENA.

Des réformes importantes

Les critiques portent à la fois sur le recrutement, qui lui-même a une trop grande place aux concours et à la scolarité préparatoire, et sur la formation, trop généraliste et insuffisamment ouverte sur la recherche et les réalités internationales.

La situation est jugée suffisamment grave pour avoir suscité des réflexions radicales, qui ont entraîné le débouché sur des réformes importantes. M. Esambert a exposé dans ses colonnes les modifications qu'il proposait pour permettre à un environnement

de l'X d'acquiescer une formation par la recherche et pour accroître les échanges avec les professeurs et les étudiants étrangers (le Monde-Campus du 10 avril 1986). M. Fauroux a insisté sur la nécessité de former des cadres sur les bases fondamentales (droit public, économie, finances, international et social) et d'élargir les stages aux entreprises et aux associations.

Trois grandes écoles (Ponts et chaussées, Normale Sup et l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts) se sont associées pour créer un « Collège des ingénieurs » destiné à donner chaque année à une trentaine d'ingénieurs une formation au management (finance, stratégie, gestion de la production, ressources humaines) (le Monde du 7 mai 1986). D'autres écoles pourraient se joindre à cette entreprise, qui vise à former des « cadres à haut potentiel », concurrentiels par rapport aux standards internationaux.

Une initiative, la formule « mastères » inaugurée cette année par la conférence des grandes écoles, devrait permettre aux diplômés des grandes écoles d'acquiescer, en un an, une formation spécialisée s'appuyant sur la recherche appliquée (le Monde du 15 avril 1986).

Ces initiatives, qui témoignent d'une courageuse prise de conscience, méritent toutefois une question de fond : elles visent à améliorer le système, mais tendent aussi à le figer, en accentuant encore le poids de la formation initiale et de la préparation par les concours. Or, s'il permet de dégager les esprits intellectuellement brillants et de fournir aux entreprises des « produits » sûrs et homogènes, il a des inconvénients majeurs : d'une part, faire dépendre le recrutement des cadres de performances en mathématiques, qui occupent une position dominante dans les classes préparatoires ; d'autre part, inciter les entreprises à confier des responsabilités à des cadres jeunes n'ayant pas toujours la maturité nécessaire et peu disposés à se

TERRORISME

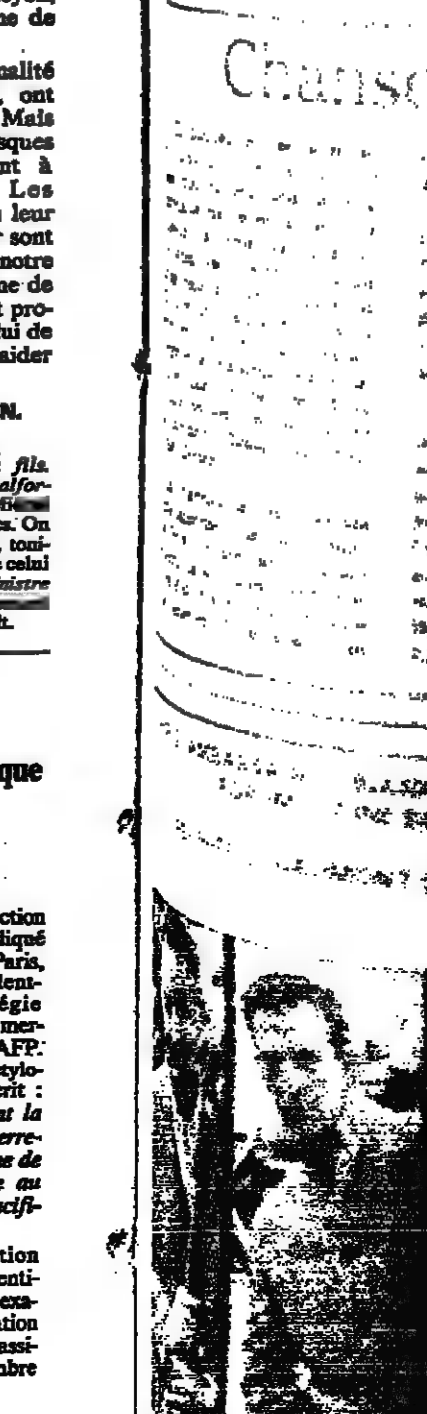
Action directe revendique une nouvelle fois l'assassinat de Georges Besse

Le mouvement terroriste Action directe a formellement revendiqué l'assassinat, le 17 novembre à Paris, de Georges Besse, le président-directeur général de la Régie Renault, dans un texte, reçu mardi matin, 11 février, par l'AFP. Dans ce texte, - 26 pages dactylographiées - Action directe écrit : « Le 17 novembre, en éliminant la brute Besse, le commando Pierre-Omer a frappé au cœur même de la contradiction : la plus forte qui soit du consensus général de pacification et d'exploitation ».

Une première revendication d'Action directe avait été authentifiée par les enquêteurs après l'examen des tracts déposés à la station de métro Raspail peu après l'assassinat (le Monde du 20 novembre 1986).

Insuffisance de l'encadrement moyen

Surtout il accentue le fossé entre une élite appelée très tôt aux plus hautes fonctions et une masse de techniciens ne disposant pas toujours de la formation et de la compétence nécessaires. Nombreux, en effet, ceux qui considèrent que le retard des entreprises françaises (notamment des petites et moyennes) en matière de production comme de gestion est dû en partie à l'insuffi-



Georges Besse, président-directeur général de la Régie Renault, assassiné le 17 novembre 1986.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Masques », un film de Claude Chabrol Ah ! l'ignoble bonté...

Un animateur de télévision, un chauffeur muet, une masseuse extralucide, un journaliste douteux et quelques autres, c'est le monde de Claude Chabrol.

rio un peu mélo et linéaire d'Odile Barski, à Philippe Noiret d'une prestigieuse prestation. Qu'il assure avec honnêteté, savoir-faire, mais à qui il manque ce petit rien qui est beau un brin de folie.



Anne Brochet, Robin Renucci et Philippe Noiret.

en (Monique Chaumette), extralucide (irrésistible Bernadette Lafont, qui semble ne pas s'être démaquillée depuis Laverdin), et son parasite que caviste (Roger Dumas). Arrive un soi-disant journaliste (Robin Renucci), venu écrire une biographie du maître sauteur (et séducteur) la frêle victime, avant de démasquer le sympathique bourreau qui avoue ses forfaits dans une confession en direct, plus goguenarde que pathétique, devant 18 millions de téléspectateurs.

Robin Renucci n'a pas tout à fait le charme désarmant de James Stewart dans *Fanfare sur cour ou l'homme qui en savait trop*, mais il ne faut pas exiger l'impossible. L'important est que Chabrol ait reconquis l'entière maîtrise de son inspiration (qui mieux que lui peut épigler une société toute entière en montrant un simple déjeuner de famille). Mais il faut noter qu'il n'a pas pour autant renoué avec ses délectables cruautés d'antan. S'il aime toujours les vilains cosques où peuvent éclore des histoires, il ne hausse plus au niveau de la tragédie provinciale (Boucher), ni même du drame intime (le *Meurtre d'un innocent*), et préfère se promener dans une zone de confort, dans les moindres tortueuses de la comédie grignote. On peut décevoir, mais on ne peut pas être... DANIELE HEYMANN.

« TOTOR » la broière l'aurora : on en forme de message personnel signe l'arrêt de mort d'une diaphane esthétique. Elle est prononcée par un muet, bien sûr, et donne le ton de la dernière prescription du bon docteur Chabrol. Qui, depuis *Poulet au vinaigre* (1984), a trouvé la juste proportion de sucré et de piquant, de satire et de sentiment, bref un dosage ravivrant.

Noiret incarne le célèbre producteur présentateur de télévision, Christian Legagneur. Fils naturel de Jacques Martin et de Guy Lux, gérant de jolies affectées et poisseux de générosité ostentatoire, il distribue des voyages de rêve à des petits vieux chevrotant « Les roses blanches » sur un podium en forme de cœur. Un régal. Bien entendu, Legagneur n'est pas celui qu'on voit, c'est un immense professeur, il a sur la conscience de bien vilaines choses et pis encore, et empêche lentement une précieuse filleule (la jolie Anne Brochet), avec l'aide logistique de toute une maisonnette de francs célibataires.

« Fievel et le Nouveau Monde », un dessin animé de Don Bluth

Mémoire des légendes familiales

C'est l'histoire de la famille Souritzky : Papa, maman, Tanya et Fievel, le souriceau trop curieux. C'est l'histoire de toutes les familles qui sont parties vers le Nouveau Monde, avec des chansons pleines d'espoir. Les chansons que les enfants écoutent inlassablement.

« EN Amérique, il n'y a pas de chats et les russes sont pauvres de fromage », chante papa Souritzky. « Ah, dit pas de chats », soupire maman. Mais sa devise, qui pourrait être : optimisme et idéalisme, lui a permis de survivre, lui et sa famille, en dépit de toutes les attaques des habitants américains. C'est les humains, appelle ce pogrom. L'histoire commence en Russie, à la fin du siècle dernier, le jour anniversaire

de Fievel, souriceau futé, rigolard, curieux de tout. En cadeau il reçoit une casquette toute neuve qui appartient à trois générations de Souritzky. Ce soir-là, il a failli être tué, car les chats brutalement ont déboulé et lui, il est sorti pour voir... Alors la famille a décidé de partir pour le Nouveau Monde, là où il n'y a pas de chats. La traversée est dure, Fievel furtif partout, et disparaît au cours d'une tempête... Maman pleure, papa est

désespéré, la petite sœur Tanya ne perd pas espoir, elle a raison. Comment Fievel, dans une bouteille-radeau atteint Ellis Island, comment il est recueilli par un pigeon français qui construit la statue de la Liberté et lui enseigne une belle leçon : *Ne dis jamais jamais*, comment il apprend à ses parents que New York n'est pas pavée de fromage, mais peuplée de chats, que tous ne sont pas cruels, que les souris installées depuis longtemps peuvent être riches et puissantes, et comment il découvre les rites de la démocratie, et comment il peut enfin se jeter dans les bras de sa famille retrouvée, alors qu'ils se sont souvent ottoyés sans se voir dans la grande ville... Tout ça, c'est *Fievel et le Nouveau Monde*, dessin animé de Don Bluth.

Don Bluth, qui se travaille que pour une seule œuvre, *Blanche-Neige* qui lui est venue en vocation. Il avait quatre ans quand il a vu le chef-d'œuvre de Walt Disney et vingt de plus quand il entre dans ses studios. Il y reste dix-huit mois, puis fait une licence d'anglais, retourne chez Disney, qui n'est pas possible.

ment adapté à cette histoire qui doit frapper au cœur de toute la population du Nouveau Monde. « Si vous dépensez beaucoup, explique Don Bluth, vous pouvez pas vous adresser seulement aux enfants, ils ne sont pas nombreux. C'est pour les histoires faites pour eux ne se démontrent pas, mais les histoires ne veulent pas attendre le renouvellement des générations pour récupérer leur mise. Ils veulent gagner de l'argent tout de suite. » Il faut donc travailler, donc d'argent, pour réussir des animations comme celles de Fievel, très fouillées, même pour les personnages qui ne sont pas au premier plan. Leur style, et aussi les couleurs, les lumières changent selon l'ambiance et les séquences. Elles n'ont pas la rondeur trop régulière des mouvements réglés à l'ordinateur. « De toute façon, c'est mieux long, mais plus cher que le système traditionnel. Bizarrement, ajoute Don Bluth, le succès commercial n'a pas grand-chose à voir avec le côté esthétique. Il faut que le public puisse s'identifier à des intrigues et à des personnages totalement invraisemblables. » Le dessin animé est la vérité absolue de la vraisemblance, les souvenirs d'avant la mémoire, sa réalité est celle de la poésie.

Chansons pour enfants

LES disques et les spectacles pour enfants ont toujours été une source appréciable de revenus pour le show-biz. La firme discographique Adis vend ainsi, chaque année, deux à trois millions de 45 tours et d'albums répartis entre les produits Walt Disney (*Taram et le chaudron magique, Rox et Rouky, Robin des Bois*) et ceux dérivés des émissions de télévision (*Beaïe, Bibi-Fac, Willie l'Oursin*).

ont été créés par la chanteuse : le *Soulier qui* en 1981 (1 890 spectateurs), le *Planète merveilleuse*, en 1983 (1 100 spectateurs), et le *Mystérieux voyage* de *Rose*, en 1984, toujours représenté (850 000 spectateurs).

Il y a un an, la maîtresse de la chanteuse au « Jeu de la vérité » avait eu des répercussions immédiates lors d'une tournée en province : avant sur plusieurs jours dans une même ville atteignaient 32 500 (Bruxelles), 20 398 (Lille) et (Lyon). Après « Le jeu de la vérité », la chute a été brutale : 7 822 (Toulouse), 6 288 (Clermont-Ferrand) et 9 348 (Bordeaux). Le temps a passé et, le 11 novembre 1984, Chantal Goya représentait encore 71 000 spectateurs pour 24 représentations du *Mystérieux voyage de Marie Rose*.

Dorothée, concurrente de Chantal Goya, a de son côté fait un triomphe, lors de son premier passage, en décembre dernier, au Zénith. Fin 1987, les jours de représentation au Zénith seront doublés pour Dorothée.

PARIS : AMBASSADE - BIARRITZ - 14 JUILLET ODÉON - MIRAMAR - GAUMONT PARNASSE - FRANÇAIS - REX - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE FORUM - CINÉ BEAUBOURG - CLICHY PATHÉ - NATION - M.GODE - MAILLOT - FAUVETTE - GAUMONT ALÉSIA - GAUMONT CONVENTION SAINT-LAZARE PASQUIER - PLM SAINT-JACQUES PÉRIPHÉRIE : GAUMONT OUEST - GAUMONT ÉVRY - ARTEL Créteil - ARTEL Nogent - CYRANO Versailles - Vélizy - PATHÉ Belle-Épine - TEMPS La Défense C2L Saint-Germain - ALPHA Argenteuil



PHILIPPE NOIRET
ROBIN RENUCCI
BERNADETTE LAFONT
MONIQUE CHAUMETTE

MASQUES

Un film de
CLAUDE CHABROL
avec
ANNE BROCHET

Une coproduction MK2-Production/Les Films A2

هكذا من الاجل

صحن من الأكل

Le SAGA
au Grand Palais

De l'estampe
au livre
l'art sous presse

Le premier SAGA (lire Salons des Arts Graphiques) pour plus de douceur l'oreille, et l'image de toute une histoire qui commencent autour de Volland et de Kahnweiler, marchands d'œuvres d'art) réunira au Grand Palais, du 12 au 14 février, trente participants : galeries spécialisées dans l'estampe ou éditrices d'objets et de meubles d'artistes, éditeurs de livres d'art, revues, revues. Des animations et prévisions de plusieurs stands - démonstrations d'impression de gravure, de lithographie.

Ce deuxième Salon de l'estampe et de l'édition d'art, où tout ne sera sûrement pas parfait dès le premier tour (il n'est pas trop tard, en novembre, pour s'assurer toutes les présences importantes, d'éditions étrangères notamment), bénéficie de

deux bons numéros pour sa réussite : le prestige du Grand Palais et le sérieux de l'OIP, qui est déjà l'organisateur de la FIAC du Salon du Livre, dont il est le rejeton. Il y a un créneau à prendre. A la FIAC, qui a besoin de gagner de la place, les éditions d'estampe sont plus admises, au grand dam d'une maison comme Lacourière et Frelaut. Quant au Salon du Livre, les éditeurs d'art (à peine plus de 7% de la production en France) y sont quelque peu noyés.

Pour les uns et les autres, qui ne partagent pas forcément les mêmes préoccupations - et là il faudra jouer serré pour maintenir la présence équilibrée des disciplines - le SAGA pourrait avoir un rôle important. Pour l'estampe : redonner confiance à une clientèle méfiante,

depuis l'inflation, dans les années 60, de tirages qui ne méritaient pas le nom d'originaux alors qu'ils étaient vendus comme tels. Pour le livre d'art, il pourrait aider un secteur de l'édition sinon sinistré, du moins où les problèmes sont multiples.

La situation du livre d'art en France n'est pas très brillante, beaucoup moins que dans les pays anglo-saxons, qu'en Italie ou en Allemagne. C'est un produit difficile à vendre, considéré d'abord comme superflu, qui ne vaut qu'en période de fin d'année, pour les étrennes. Il est, comme la matière dont il est sensé traiter, peu soutenu par les médias, qui n'en parlent volontiers qu'en cette période ; pour la bonne raison que 90% des titres sortent entre octobre et

Artcurial

L'éthique du multiple

La SAGA aurait pu être créée pour Artcurial, spécialiste de l'édition d'œuvres multiples. La galerie n'aurait pas eu de cette première manifestation. Prudence, un bon gestionnaire ou difficultés matérielles ?

GRAND paquebot soif amarré avenue Matignon, aux coursives vivement éclairées le soir, la galerie Artcurial, filiale de Loréal, multinationale du cosmétique, vient de lancer discrètement son douzième anniversaire. Lorsqu'elle ouvrit ses portes, les épithètes les plus brillantes lui furent accolées. Quelques belles expositions - Merquet, les surréalistes - et la mise en lumière de idéologies les plus radicales ont attiré ces jugements. Elle tient maintenant sa place dans le paysage parisien. Même si certains continuent de regarder devant ce « prêt-à-porter des arts plastiques ».

C'est vrai que l'on trouve de tout chez Artcurial, et à tous les prix. Au rez-de-chaussée : estampes (Bram Van Velde, Vieira da Silva, Bacon), bijoux (Pol Bury, Wim Lam), foudrards (Zao Wou Ki), vaisselle (Sonia Delaunay, Natalia Druimtreco), luminaires (Chadwick), tapis (Alicia Penalba, Gilioli), statues-objets (Etienne-Martin, Man Ray, Berrocal, Lalanne), et même des meubles - Guy de Rougemont vient de inaugurer un bureau-cartonnier à ses sièges. A l'entresol, une librairie d'art, qui, outre des livres, vend aussi des affiches. Au premier se tient la galerie classique, qui présente en ce moment des expositions thématiques, Max Ernst, Picaabia, Matta, l'avant-garde des

années 30-40, et des sculptures, de l'École de Paris d'Etienne-Martin.

Une quarantaine de personnes travaillent dans cette entreprise qui équivalait en France à ce que le chiffre d'affaires ne soignusement tu. Pourtant, elle ne participera pas à la première édition du SAGA. Connaîtrait-elle un problème de son activité ? On le murmure. Démenti officiel de Guy Landon, le président d'Artcurial, qui craint simplement de ne pas être, au Grand Palais, dans son élément naturel, « environné de trop de papier », d'éditeurs de livres d'art et d'estampes.

Si l'on vend, avenue Matignon, des lithographies et des estampes, ce n'est pas, et de loin, le secteur le plus important. Même si une exposition d'estampes - « Figurelle III » - est organisée depuis le 7 février avec la participation de Blais, Boisrond, Di Méo, David Scaia et Keith Haring. Cette technique, qui a connu un engouement extraordinaire dans les années 60-70, a failli mourir de son succès. Trop d'intermédiaires pou scrupuleux ne sont mis à tirer n'importe quel objet n'importe quel support, en trompant le nombre des exemplaires et sans parler des multiples, l'œuvre n'intervenait que symboliquement.

Chez Artcurial, l'importance du chiffre d'affaires est alimenté par deux secteurs. La vente de multiples - d'œuvres originales, et l'édition de « multiples ». Un terme que Guy Landon répugne à employer. Il lui préfère - « multiples Faurlier » - celui de « originaux multiples ». C'est dans ce domaine qu'Artcurial se veut utile, « utile » qui

presque toujours inspirés, souligne Guy Landon. Il y a douze ans, presque tous les artistes avaient abandonné cette voie. Mais comme voulu se consacrer à un travail quotidien sans qu'ils ne restent rien de leur art.

« L'exemple qui nous avions choisi pour nos yeux était celui de Numa Delaunay, qui n'a jamais voulu distinguer entre l'œuvre unique et l'œuvre éditée. La création d'un vase ou d'une reliure était pour elle importante que celle d'un tableau. Enfin, il faut savoir que certains multiples sont impossibles sans la multiplication.

« Il y avait une connexion par découper un sculpteur dans un album de l'intérieur. Très vite, il s'est aperçu qu'il avait un problème d'édition, pour de simples raisons de coût. Ce fut alors un cri unanime dans les milieux artistiques : on allait gaspiller l'art. Mais la sculpture ne concerne pas seulement des objets collectionneurs et autant de multiples. Les tirages multiples - que ce soit cinq ou cinquante exemplaires - ont permis à Etienne-Martin de faire connaître le travail de cet artiste à un public beaucoup plus vaste. De même qu'on peut construire une œuvre clientèle par le biais d'objets fonctionnels. Je pense aux bijoux, en particulier, sur lesquels on peut réaliser une sorte d'anthologie portable de la sculpture contemporaine.

« La manière de découvrir l'art, c'est de vivre avec lui. Seul l'édition d'œuvres multiples permet cela. L'important, quel qu'il soit, n'est pas de l'acquiescer, mais un principe culturel. »

Entretien avec Jean Hirschen

L'éditeur, c'est un homme

Directeur général et fondateur de l'Office du livre, Jean Hirschen s'est installé à Fribourg. Spécialiste de l'édition internationale, il a fait de la conception et de la production des livres d'art de luxe beaucoup plus qu'un artisanat : une industrie, avec ses règles économiques propres.

« Comment devient-on éditeur d'art ?

« J'ai fait cinquante ans que je me consacre au livre. J'ai travaillé comme libraire, puis comme représentant d'un éditeur français en Suisse. Lors d'un voyage au Japon, en 1958, j'ai eu le coup de fondre pour l'art japonais, qui m'a semblé fort mal connu des lecteurs de langue française - et j'ai décidé de faire des livres d'art.



EmmanUEL DE ROUX.

« L'Extrême-Orient. C'était le début de mon aventure d'éditeur.

« Qui s'est développé autour de quels principes ?

« Nous avons publié jusqu'à quatre cent cinquante titres. D'un point de vue, nous sommes demeurés fidèles à l'art japonais et à son autre de nos passions, l'art de la céramique et de la porcelaine, autant européennes qu'orientales. D'autre part, en éditant de grandes monographies de peintres, que ce soit Degas, David, Turner, Moreau ou Goya. Dans tous les cas, il s'agit d'ouvrages de haut niveau, qui demandent parfois des années de recherches et de travail. Il y a deux termes qui me font horreur : « beaux » livres ou albums. Je n'édition ni de « beaux » livres ni des albums. Mais des livres qui sont - je l'espère - aussi attrayants que rigoureux.

« Vous travaillez avec de nombreux pays, en Europe et aux États-Unis. Existe-t-il des sujets « nationaux », des intérêts spécifiques selon les pays, qui guident vos choix ?

« Nous sommes un éditeur international. Il nous faut donc traiter de sujets internationaux, ne serait-ce que pour amortir des tirages qui se situent entre dix et quinze mille exemplaires. Pour cela, il nous faut paraître dans plusieurs langues à la fois, en français, en anglais et en allemand. Quelquefois en italien ou en espagnol. Nos thèmes doivent donc susciter l'attention un peu partout. Cela étant, l'édition est un domaine extrêmement incertain : les réussites, comme les déceptions, restent parfois imprévisibles. Mais il existe des constantes. Ainsi en matière d'architecture : les lecteurs américains et allemands forment la

quasi-totalité de notre public. Les Français, à l'inverse, ne manifestent que peu d'engouement pour ce sujet... ce que je regrette. Les goûts français restent très classiques, d'ailleurs...

« Votre politique d'édition est-elle influencée par les modes, les expositions, les rétrospectives ?

« Nécessairement. Le succès de ces manifestations suscite dans le public une attention que l'éditeur en tant que tel serait incapable d'éveiller par ses propres moyens. Il appartient de nous en saisir. C'est ainsi que nous éditons un ouvrage sur les tombes égyptiennes de Tanis, dont les trésors seront bientôt exposés au Grand Palais.

« Avez-vous le sentiment que l'économie - la crise - limite sur le succès de vos livres - qui sont souvent assez onéreux ?

« Jusqu'à ici les conditions économiques ne nous ont guère affectés en France. Mais, États-Unis, les conséquences sont patentées : le lecteur refuse de consacrer plus d'une certaine somme à un livre. Mais il est vrai que, là-bas, le livre ne fait pas partie de la vie quotidienne comme il peut en faire partie en Europe, ce qui nous incite à diversifier encore davantage nos sujets.

« Tout en demeurant attachés à un « style » ?

« De notre mieux, oui. Il n'est aucun des livres que j'ai édités que je ne revendique comme mien, qui ne soit à mon goût. Je pense que cette exigence est essentielle et que chaque maison d'édition doit avoir une personnalité, ou refléter celle d'un éditeur. C'est ce que disait Julliard : « L'éditeur, c'est un homme. »

Propos recueillis par PHILIPPE DAGEN.

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744
GENÈVE

prépare ses prochaines ventes
de Mai 1987

Orfèvrerie, Boîtes en or, Objets de vitrine,
Art russe, Fabergé, Miniatures, Bijoux.

Agner et ses basses en argent, Pierre Belleville, Montpellier 1754.
Vendu à Genève, 31 novembre 1986, 64 900 Francs Suisses (plus 176 000 F.S.).

Les personnes désireuses de soumettre des objets en vue de ces ventes pourront rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :
Orfèvrerie et objets de vitrine
Paris, 18 et 19 février - Monaco, 20 février

Bijoux
Monaco, 5 et 6 mars - Paris, du 9 au 12 mars
Notre spécialiste en montres sera également à Paris le 25 février.

Veuillez contacter :
Sotheby's Paris, 3, rue de Maronville, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60
Sotheby's Monaco, Sporting d'Hiver,
Place du Casino, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93.30.88.80
Sotheby's Genève, 24, rue de la Cité, Genève. Tél. : (22) 21.33.77

MARIE de HOLMSKY
Galerie 80 rue Bonaparte Paris 6^e - 43250890
Fred ZELLER - Gustave ALAUX
jusqu'au 28 février

BOURDON-GIQUET
PASTELS
12 FÉVRIER - 18 MARS 1987

VERNISSAGE
JEUDI 12 FÉVRIER - 17 h-20 h
ALAIN BLONDEL
GALERIE 2
50, RUE DU TEMPLE, 75004 PARIS. (1) 42.71.51.51
11 h-19 h. Fermé Lundi et Samedi. MATHY
PASTELS 50/50/50

E. LE COXE
23, place des Vosges, PARIS 11^e
42.78.54.53
jusqu'au 2 mars

MUSÉE RODIN
77, rue de Vercennes (7^e - St-Vernan)
60 DESSINS de RODIN
Extrait de l'album volume de
L'INVENTAIRE
Tl. : mardi, 10 h-11 h 30 / 14 h 30-17 h
Jusqu'au 16 mars

DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 42-22-77-57

JEAN ARP
(1886-1966)
SCULPTURES, RELIEFS ET DESSINS
présentés à l'occasion du centenaire
de la naissance de l'artiste
EXPOSITION PROLONGÉE JUSQU'AU 28 FÉVRIER

L'écrit dans l'objet

C'est l'atelier Di Dio qui lance, au début des années 60, les premiers livres-objets. Le texte imprimé ou gravé sur une matière quelconque, est accompagné ou dissimulé par un élément sculpté. Ainsi la Forêt sacrée de Jean-Pierre Dupuy, l'un des tout premiers, était présenté dans un emballage signé Toyen.

Aujourd'hui, presque seule à Paris, la librairie Nicaisa (145, bd Saint-Germain, 75006) en expose toujours. Avec moins de succès semble-t-il. On peut y voir, par exemple, une traversée de chemin de fer, coupée en deux comme un sandwich. A l'intérieur, quelques feuillets imprimés, le Belvédère des fermes en fil de fer, un texte de François Aubral, tient lieu de nourritures spirituelles.

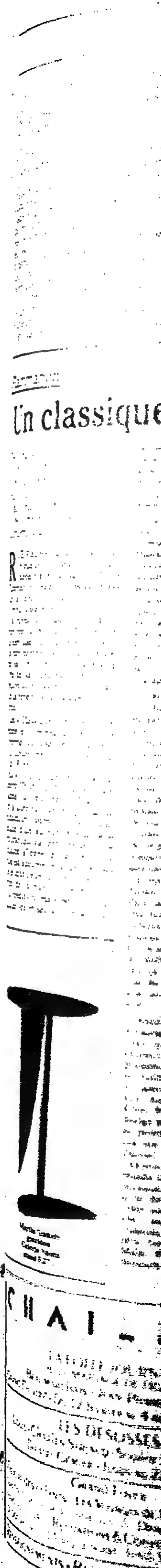
E. de R.

L'Atelier des Grames, Gigondas, 84190 Beaumes-de-Venise.

GALERIE EOLIA
10, rue de Seine, 75006 PARIS Tél. : 42-26-36-54
SAGA - STAND C27 Tél. : 42-56-43-65

Commandez les sculpteurs créent
meubles et bijoux...

ALECHINSKY **GILIOI**
JEAN MESSAGIER **ANNE & PATRICK POIRIER**
MARIA SIMON **ANTONIO SEGUI**
BOE USTINOV **SOPHIA VARI**



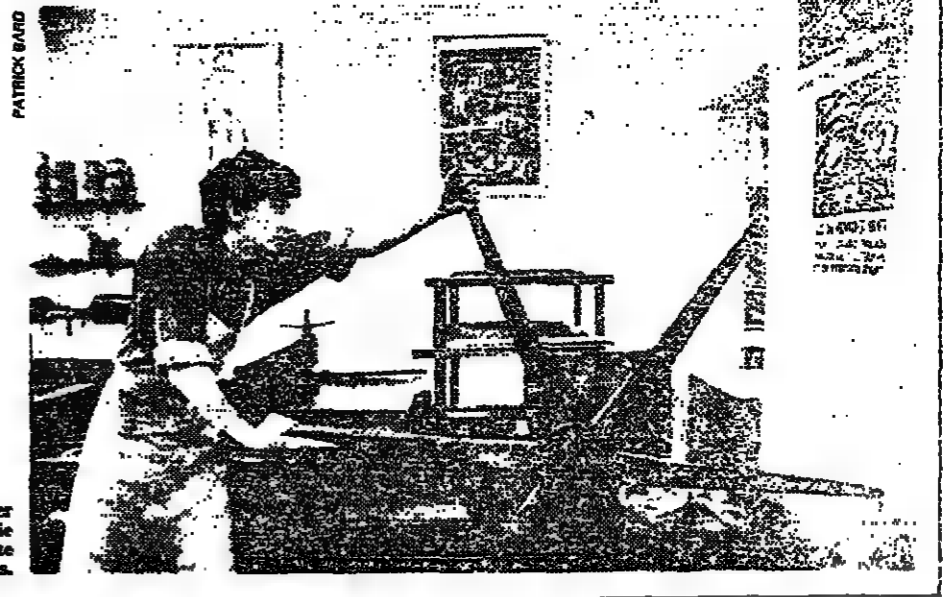
décembre - le cercle vicieux - et que dans ces parutions nombre d'ouvrages, dits « beaux livres », relèvent de l'album à feuilleter plus que d'un livre dont on en droit d'attendre un texte conséquent, apportant de l'inédit.

Cela arrive parfois, heureusement plus que par le passé, parce que telle ou telle maison d'édition, spécialisée ou non, en aura pris le risque, sans sacrifier la qualité visuelle du produit, ni le texte, ni le nombre de reproductions. Quitte parfois à réduire les dépenses de ce côté-là, quand il s'agit de textes fondamentaux d'histoire de l'art ou d'esthétique, une denrée rare, fruit de traductions dans la plupart des cas, qui comblera quelque lamentable lacune.

Le livre d'art sérieux peut sans doute vendre mieux s'il est bien illustré, mais il coûte cher à l'éditeur : cher stock, s'il n'est pas vendu dans les trois mois qui sui-

vent sa parution ; cher la fabrication, pas tant pour obtenir une bonne qualité des images que parce qu'il faut verser des droits de reproduction (ce qui fait autant de moins pour l'auteur du texte). Ces droits, perçus par la SPADEM ou l'ADAGP reversés en partie seulement aux ayants droit - pour toute œuvre qui n'est pas tombée dans le domaine public, - peuvent atteindre des sommes importantes, de l'ordre de 30 francs pour un livre comportant cent cinquante illustrations. C'est une bête noire des éditeurs d'art, petits et grands, qui s'intéressent au vingtième siècle. Sans l'aide de l'Etat, sans la locomotive d'une grande exposition, sans la coédition avec l'étranger, sans le soutien d'une galerie, ils s'y risqueraient moins qu'ils ne le font.

GENEVÈVE BREERETTE.



L'atelier de lithographie. La bête à corne.

Flammarion

Un classique de l'art

De longue date, l'édition d'art fait partie des points forts de Flammarion - qui n'exclut ni la recherche d'accords internationaux ni l'aventure en matière d'art contemporain.

UE Racine, la sérénité rigueur : l'édition d'art appartient à la tradition Flammarion, tradition modernisée par la coédition, la coopération internationale et la diffusion d'ouvrages par Skira, le Centre Pompidou, qui, que si Flammarion ne peut être partout - il commencent par un librairie de Beaubourg, forte de sa concession, de sa position sous rivale, - la maison doit sa prééminence à son oeuvre.

Les « Classiques de l'art » comme le triomphe de cet art de la reprise : sur une idée, et un produit, lancés par les Italiens de chez Zanichelli (« Opera completa »), afin de prospecter d'abord l'histoire de la peinture toscane ou vénitienne, Flammarion a continué à proposer. Traduction, substitution d'une préface d'un auteur plus souvent français au texte italien préfacé allégité, et la métaphore accomplie. Il arrive bien que le catalogue vieillisse entre les temps de sa publication et celui de la réédition, mais peu importe, puisque les mises à jour se font,

lentement, et que les « Classiques » n'ont pas à devenir indispensables. Comodités ou bon marché, mi-livres d'art, mi-manuels, ils ont un public, en vrai, et la chose n'est pas si commune...

Le plus souvent, faite d'un marché assuré, reste la solution de l'entente, dont le Matisse de Pierre Schneider pourrait devenir l'archétype. Un livre publié simultanément en anglais, allemand et en français, le nom d'un artiste universel, joints à l'absence jusqu'ici de toute biographie, ensemble, dans un livre de près de huit cents pages presque au franc de best-seller, un best-seller qui paraît bientôt en japonais, afin d'augmenter encore le champ de la diffusion.

Ces succès, le second relevant du miracle, ne forment pas pour ainsi dire le quotidien de l'éditeur d'art. Celui-ci, c'est Jean-François Barlielle, nouveau directeur du département en Flammarion, se composerait bien plutôt de craintes, d'incertitudes ou de demi-succès. Certaines faces aux tâches de reproduction en hausse à un comportement de lecture par images de livres, incertitudes parce que les traductions faites pour publier des livres d'art contemporains ne suffisent guère à susciter l'intérêt général. Si Cézanne, Rembrandt ou Matisse ont, de longue date, leurs livres de grande peinture hors temps, d'autres, plus récents, abstraits de l'après-45 ou nouveaux réalistes, sont en train à la traine - et cela quelle que soit la médiocratie de l'artiste. On croit qu'une suspicion les accable, que ce livre que l'accoutumance, une nouveauté très progressive.

Aussi est-il plus tentant de se retourner vers Boucher - et de tirer quelques bénéfices d'une exposition parisienne. Ou plus prudent de s'en tenir à Pisanello et Holbein, prochains des « Classiques », et de reprendre les Anglo-Saxons de la Cross River Press une encyclopédie de design en plastique. En attendant la prochaine expérience : Flammarion prépare, en effet, un livre sur l'art, l'occasion de l'exposition de printemps du Musée des Arts Décoratifs. Un livre qui ne se fait pas pour servir à la médiocratie de l'artiste. Il n'empêche : son catalogue figurent Balzac, Gombrowicz et même le père fondateur, le grand Emile Mâle. Flammarion que la tradition demeure indémodable.

Ph. D.



Mario Szekely, sculpture (Galerie Neos stand E27).

Mazenod

Mazenod édite depuis plus de vingt ans des livres mastodontes sur une période de civilisation. Mais la prestigieuse collection arrive à terme, et la maison semble passer insensiblement du livre d'art au beau livre.

« C'est que j'aime avec ces petits livres », confie Céline Blondin, c'est qu'ils ne me font pas mal aux pieds quand ils sont dans mes mains. » Une expérience que l'on ne peut mieux pas vivre que les volumes des éditions Mazenod : 600 pages grand format, un bon millier de photos, une moyenne de 3 à 4 livres de papier. Et les textes ne sont pas seulement des synthèses plus ou moins faites sur une période ou une civilisation, mais souvent des approches originales.

La Préhistoire du monde occidental, premier ouvrage de la série, classique aujourd'hui, fut révolutionnaire en son temps. C'est son auteur, André Leroi-Gourhan, qui demanda à

Architecture

Un secteur modeste du marché du livre qui, en France, a pourtant pris du poids depuis une dizaine d'années. Grâce à des éditeurs œuvrant à l'artisanat de l'apostolat, pour un public restreint qu'ils voudraient plus large.

DEPUIS une dizaine d'années, quelques éditeurs courageux ont entrepris de donner à la France la bibliothèque d'architecture qui lui faisait défaut. Les anciens éditeurs de Beaux-Arts de Paris se consacrent à leurs parcs parcourus étaient réduits lorsqu'ils cherchaient à leur savoir : la librairie Vincent et Frélat, rue Bonaparte, fermée il y a quelques années, et un rayon de La Hune d'ici à Paris principaux points de chute, s'ils n'avaient pas de « fortunes » à investir dans les livres anciens (excellent investissement au demeurant). Aujourd'hui, les rayons d'architecture se sont incontestablement étouffés. Sans parler d'embourgeoisement, on ne peut plus en déplorer l'anémie.

Editer l'architecture n'est ni la ténacité de l'apostolat. Le marché potentiel, dans l'état actuel des choses, est en effet réduit au maximum : typé : architectes, étudiants, maîtres d'œuvre, pour l'essentiel. Mais spécialistes pour 5 à 10 %, sans même parler des facteurs culturels, la maison par exemple de la construction et la fortune connue pour relative des étudiants ne peuvent pas espérer une lecture considérable du premier groupe. Quant au second groupe, même s'il tend à s'élargir, c'est dans une marginalité qu'il illustre la suppression de la « lecture » de l'émulsion « Urba » sur FR 3 (le Monde) du 7 janvier 1987).

Or c'est sur ce groupe qu'ont été faits les paris les plus risqués.

Toujours plus lourd ?

Mazenod, le créateur de la collection, de faire apparaître au fin de volume la partie proprement scientifique de son travail. Un principe nouveau pour l'ensemble des titres.

Le précepte de Lucien Mazenod était : plus d'un livre par an. Il fut largement respecté, puisque la collection, lancée en 1965, ne compte que seize titres. Il faut donc qu'un ouvrage de ce type nécessite plusieurs années de travail. Et un investissement lourd, de l'ordre de 3 millions de francs. Mais leur qualité paie. Tirés à 25 000 exemplaires, ils sont constamment réimprimés.

On a vendu 12 000 « Leroi-Gourhan », feu de la collection, et plus de 10 000 « Egypte de Kazimierz Michalkowski ».

Mais aujourd'hui la série touche à sa fin. Après « Arménie » de Jean-Michel Thiery et Patrick Donabédian - un en-cas, - les trois derniers volumes sont un chantier : « L'Art africain », confié à Lucien Stéphan et Jacques Kerchaux, « Dix-neuvième siècle » en six volumes. Le premier rédigé par un Britannique, William

Vaughan, le second par la directrice du Musée d'Orsay, Françoise Cachin. Il y en aura peut-être un dernier, consacré à la première moitié du vingtième siècle.

« Nous sommes confrontés à un problème de titres, mais aussi à la rarefaction des auteurs. L'époque n'est plus celle des « diophtèses » géants. Les chercheurs se spécialisent de plus en plus, et bien peu acceptent de s'embarquer dans des vastes synthèses ». Anne de Margerie, la directrice des éditions Mazenod.

Aussi, pour diversifier sa production, elle vient de lancer une nouvelle collection : « L'art à la nature », où les volumes sont plus grands, plus lourds et plus chers. « Les Oiseaux », d'Audouin - l'intégrale des 435 planches du dessinateur nantais, jamais rééditées au complet, - vendu 1 800 F. En dépit du prix prohibitif, 3 000 exemplaires ont partis en moins de six mois. Un autre mastodonte - un herbier du dix-septième siècle - « Les Femmes d'impression. Plus légère, une série thématique en cours d'élaboration : Anne-

Marie Lecoq travaille le portrait de Monique Mosser sur les jardins. Là il faudra payer le prix fort.

« Les livres d'art très haut de gamme » vendent toujours, remarque Anne de Margerie, quels que soient leurs prix. Encore faut-il qu'ils soient parfaits à tous points de vue. Sinon, ils les retrouve vite chez les soldes.

La qualité n'est pas, hélas, un critère absolu de succès. Les volumes de « Arts, idées, histoires » édités par Skira et signés d'auteurs prestigieux : Duby, Starobinski, Chastel, ont longtemps été proposés à moitié prix à la devanure des librairies. La prudence conseille donc les coéditions. Ainsi, les éditions Mazenod ont passé un accord avec un éditeur allemand, Herder Verlag, de Fribourg. « C'est sans doute l'avenir, constate Anne de Margerie, mais, à multiplier les coéditions, tous les livres finissent par se ressembler, et les sujets un peu marginaux, souvent les plus intéressants, seront alors exclus ».

E. de R.

Le livre et son public

Certains éditeurs se sont étonnés que le meilleur livre vendu à trois mille exemplaires en France trouve deux fois plus d'acquéreurs en Italie. Atténuant la sécheresse des discours scientifiques, les éditeurs ont fait le sérieux, par divers artifices de séduction, ils tentent depuis quelques années d'ouvrir le marché. L'Esquerre, exclusivement dédiée à l'architecture, a failli y laisser toutes ses plumes. D'autres, comme Hazan, ont assigné une place limitée, mais non négligeable, au genre, ce qui réduit le danger. Car non seulement le livre d'architecture ne s'écrit avec modération, mais sa vente peut exiger un peu plus de patience, dans le stockage, donc des fonds immobilisés...

Les grandes maisons sont évidemment plus à l'aise, et qui se retirent sur au mérite de leur engagement. Berger-Levrault a ainsi fait un travail considérable pour l'élaboration d'un plan général de qualité mais aussi sur des sujets à l'universalité moyenne (l'architecture d'Alsace française). Mardaga, en Belgique, normalement aux publications médicales, a fait de l'architecture la plus somptueuse des danseuses et, par les rééditions de textes anciens, la publication d'études ou de livres austères et quelques monographies de prestige, elle a donné aux historiens, aux chercheurs et aux critiques un matériel de référence que le public peut enfin partager... Même engagement des éditions du Moniteur, mais l'architecture ne saurait être considérée comme une danseuse, puisque Le Moniteur est le lit des métiers de la construction. Inutile de dire que la coédition est devenue la règle pour la plupart des ouvrages de quelque importance, coédition avec l'étranger, ou avec des institutions nationales (musées, instituts, etc.). Inutile non plus d'ajouter que, dans l'aide de l'Etat, nombre d'ouvrages essentiels n'auraient pas vu le jour.

« On ne peut pas dire que le livre d'architecture de langue française trouve difficilement son équilibre entre le livre d'art et l'ouvrage pour professionnels. Il arrive d'ailleurs souvent, comme pour frapper au plus large d'un public restreint, que d'arides textes de spécialistes soient déguisés en splendides livres d'étranges. L'éditeur y gagne-t-il ? Mais le spécialiste, qui n'a pas nécessairement l'enjeu ni l'un des moyens de pure érudition. Pas le grand public, qui risque de se rebeller, sinon dégoûté par une culture architecturale aussi méchante d'accès. Là encore, le serpent se mord la queue.

Actuellement, le public français ne nourrit guère son appétit d'architecture que des polémiques, ou de l'écum de polémiques dont les arguments véritables, les enjeux, sont matière d'architecture.

FREDÉRIC EDELMANN.

CHAILELOT
THEATRE NATIONAL

LA FOLLE JOURNEE
OU LE MARIAGE DE FIGARO
BEAUMARCHAIS - JEAN-PIERRE VINCENT
GRAND THEATRE - DU 12 FEVRIER AU 4 AVRIL - SOIREES A 20h

LES DESOSSÉS
LOUIS-CHARLES SIRJACQ - SOPHIE LOUCACHEVSKY
THEATRE GENIER - JUSQU'AU 22 FEVRIER

GRAND FOYER
THEATRE DES ENFANTS. LES VOYAGES DE MONSIEUR COSTIC,
SPECTACLE POUR MARIONNETTES DE DANIEL SOULIER, DU 4
MARS AU 11 AVRIL. RECITATIONS & CONVERSATIONS. LECTURE
DE POESIE ORALE D'ALRIQUE NOIRE, LUNDI 7 MARS A 20h30.

RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS - 47.27.81.17.

BEDOS
Le disque du CIRQUE D'HIVER

BEDOS FAIT SON CIRQUE D'HIVER

En tournée partout...

سكننا من الامل

50 من الاحول

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 11 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).

32-14, Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

CONSCRISSES A GEN PAUL. Musée de Montesson, 12, rue Cartot (46-06-61-11).

UNION DES ARTISTES MODERNES (UAM). Exposition autour d'un livre, Galerie V.A., rue Saint-Opportun (42-33-14-33).

MICHAUX. Galerie Patrick Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01).

LA DÉFENSE. Un siècle de réclames illustrées. Galerie de l'Esplanade. Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.

Musées

LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HEINRI LAITRUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. Du 12 à 19 h. Jusqu'au 23 mai.

REMERBANDT, les étapes de la création. Jusqu'au 3 mars. Galerie Mazarine et Mameau, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13).

PREMIÈRE SÉLECTION DES JEUNES PEINTRES BRÉSILIENS. Musée d'Art Moderne, 11, rue de Valenciennes (42-77-44-24).

CHRISTOPHE CARTIER. Peintures. Galerie H&A, 7, rue de Bourgogne (45-51-45-89).

ANGÈS TRINQUET. Musée des Beaux-Arts, 10, rue de Valenciennes (41-84-64-65).

ANGÈS TRINQUET. Musée des Beaux-Arts, 10, rue de Valenciennes (41-84-64-65).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements, l'ensemble des programmes de des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanche et jours fériés).

VOTRE TABLE CE SOIR. Diners, Rive Droite, Rive Gauche, Soupers après minuit, Restaurants de la nuit. Includes restaurant listings like ARMAND, DABEQUO, RIVOLI PARE, etc.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES. PAUL HOGAN. CROCODILE DUNDEE. THEATRE EUROPE FEVRIER. Includes program listings for various theaters.

THEATRE DE LA TAGANKA MOSCOU. ANGELA WINKLER, MATHIEU CARRIERE, JUITA LAMPE. Includes program listings for Taganka Theatre.

ASSO DE MAL. Includes various advertisements and program listings for different venues.

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses. LA TEMPESTE, Théâtre Gérard-Philips (en italien), (42-43-00-59), 20 h 30 (11), jusqu'au 14 février. PAPIERS D'ARMÉNIE, Théâtre de la Ville (42-78-46-42), 21 h (11).

LES SPECTACLES NOUVEAUX (suite) LE MARIAGE DE FIGARO, Chaillot (47-27-81-15), 20 h (11). BEAU RIVAGE, Comédie de Paris (42-43-00-11) (12). LES CHORDONNIERS, Studio Berthelin, Montrouge (42-43-01-33), 20 h 30 (12).

LES SPECTACLES NOUVEAUX (suite) Y'A PAS QU'AGATHA, Théâtre de la Renaissance (42-08-18-50), 21 h (17). INTERVIEW DE MESS MOÏSE SCHMITT PAR LES FANTOMES, Mario-Stuart (45-08-17-30), 20 h 15 (17). MOUSIN DE MOUSIN, Mario-Stuart (45-08-17-30), 22 h (17).

LES SPECTACLES NOUVEAUX (suite) BOULOGNE-SUR-MER, Le Journal Inconnu de Sally Mera au Centre de développement culturel (21-30-28-01), 20 h 15 (17). BONCHIN, Théâtre du Faubourg (20-53-00-22), de 14 à 20 février.

Les salles subventionnées

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses. OPÉRA (47-42-57-50), ven., dim., mar. à 19 h 30; Électra (dir. musicale: S. Ozawa); lun. à 19 h 30; FÉLIX D'AMOUR.

LES SALLS SUBVENTIONNÉES (suite) AMANDIERS (42-43-00-11) (D. L.), 20 h 30; La Divine Comédie. ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30; Harold et Maude.

LES SALLS SUBVENTIONNÉES (suite) ARCADE (42-43-00-11) (D. soir, L.), 20 h 30; Les Femmes savantes. ARTS-THÉÂTRE (42-43-00-11) (D. soir, L.), 20 h 30; Les Femmes savantes.

LES SALLS SUBVENTIONNÉES (suite) BATACLAN (47-00-30-12) (L.), 20 h 30; Les Femmes savantes. BOULEVARD DES FILLES (42-43-00-11) (D. soir, L.), 20 h 30; Les Femmes savantes.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), le 16 à 21 h: Ligne d'impressionnisme français. CITRUS (42-43-00-11), le 11 à 14 h, 12 à 19 h 30; D. Val, P. Rastier; les 12, 13 et 14 à 20 h 30; J. Vaca; le 14 à 22 h 30; J.-L. Dubout; le 17 à 22 h 15; J. Quer.

En région parisienne

AUBREVILLE, Th. de la Comédie (42-34-61-61) (D. soir, L.), 20 h 30, D. 16 h; l'Éclair. BAINVILLE, Th. V. Hugo (46-61-14-27), les 13, 14 à 20 h 30. BAINVILLE, Th. de la Comédie (42-34-61-61) (D. soir, L.), 20 h 30, D. 16 h; l'Éclair.

Contredanse advertisement featuring a photo of a couple dancing and the text 'Contredanse' and 'Graziella M...'.

Advertisement for 'LES SPECTACLES NOUVEAUX' listing various theaters and shows.

Advertisement for 'LES SPECTACLES NOUVEAUX' listing various theaters and shows.

Advertisement for 'LES SPECTACLES NOUVEAUX' listing various theaters and shows.

Advertisement for 'LES SPECTACLES NOUVEAUX' listing various theaters and shows.

Advertisement for 'LES SPECTACLES NOUVEAUX' listing various theaters and shows.

PARIS: MARGNAN - BARRITZ - FRANÇAIS - REX - SAINT LAZARE PASQUER - MONTMARTRE PATHE UGC MONTMARTRE - UGC DANTON - FORUM HALLES - GAUMONT ALÉSA - FAUVETTE - BASTILLE GAMBETTA - UGC GARE DE LYON - 3 SECRÉTAIRES - WEPLER - MARLLOT - UGC CONVENTION - GALAXIE PÉRIPHÉRIE: 4 TEMPS La Défense - GAUMONT QUEST Boulogne - ROXANE Versailles-Vélizy - PATHE BELLE-ÉPINE-Thiais - PATHE Champigny - FRANÇAIS Enghien - Argenteuil - CCL Saint-Germain - REX Polisy ABC Sartrouville - CLUB Colombes - GAUMONT Évry - TRICYCLE Asnières - BUXY Boussy-Saint-Amand ARTEL Roissy - ARTEL Nogent-sur-Merne - ARTEL Marne-la-Vallée - FLANADES Sarcelles - AVIATIC La Bourget ARCEL Corbeil - FLIAGE Coulon - La Vallée - CALYPSO Vitry - CONTIL La Défense - PS Cergy-Pointoise CLUB Les Mureaux - STUDIO Party II

ASSOCIATION DE MALFAITEURS advertisement featuring a photo of a group of men and the text 'ASSOCIATION DE MALFAITEURS' and 'CHRISTOPHE MALAVOY'.

FIEVEL et le Nouveau Monde advertisement featuring a cartoon illustration of Fievel Mousekewitz and the text 'FIEVEL et le Nouveau Monde' and 'STEVEN SPIELBERG'.

Le Monde PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES advertisement with contact information: 45-55-91-82, poste 4335.

Intervenir en Algérie... advertisement text.

TERRORISME... advertisement text.

Handwritten text at the bottom of the page: 'سكنا من الالهي'

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films...

Mercredi 11 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 Série : Marie Perle. 21.30 Magazine : De bonne source. 22.55 Documentaire : Contre Georges-Pompidou, 10^e anniversaire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.35 L'heure de vérité. 21.30 Série : L'inspecteur Derrick. 22.30 Série : Les Grands. 23.30 Série : Supercopter.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 Variétés : Embarquement immédiat. 21.55 Magazine : Thalassa. 22.40 Journal.

CANAL PLUS

- 21.00 Cinéma : Méliès et le film américain de Charles Band (1983).

Moll, David Smith, Kelly Preston. Sur la planète Lennaria, un policier poursuit un criminel dans le fil d'un monstre redoutable...

LA « 5 »

- 20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.35 Série : Les Grands. 22.30 Série : Kojak.

TV 6

- 20.30 Stades : La grande vallée; Les chevaliers du ciel; Destination danger.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Pour sans dire. 21.30 Série : Les Grands. 22.30 Série : Kojak.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (dans le cadre de l'opération « Les Grands »).

Jeudi 12 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 18.30 Série : La croisière s'amuse. 19.00 Feuilleton : Lesur (2^e épisode). 19.15 Quarté à Vincennes. 19.30 Ravi de vous voir.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18.30 Feuilleton : La riche et le pauvre. 19.15 Magazine : Ligne directe. 19.30 Feuilleton : Lili, petit à petit.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Magazine : Thalassa (radiff.). 14.30 Magazine : Mach 3 (radiff.). 16.00 Documentaire : Hautes curiosités.

18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.

- 18.57 Jeux ciel, petit horoscope. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.15 à 19.35 actualités régionales.

CANAL PLUS

- 14.00 Cinéma : Papa est en voyage d'affaires. 16.00 Cinéma : Les Compagnons de la marguerite.

LA « 5 »

- 18.30 Série : Kojak. 19.15 Série : L'inspecteur Derrick. 20.30 Série : Les Grands.

TV 6

- 14.00 à 14.15. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Kojak, de Jean Grujean. 21.30 Musique : musiques de chambre.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (dans le 9^e janvier au Grand Auditorium).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4419. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. Grid for crossword puzzle.

HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui ne manque pas de classe. II. Une drôle de bêtise. Hypothétique.

VERTICALEMENT

1. Était doué pour la reproduction. 2. Série de problèmes. Massif.

Solution du problème n° 4418

Horizontalement : E. Armuriers. II. Voile. Lit. III. Es. Canidé.

VERTICALEMENT

1. Aventurier. 2. Roster. Nu. 3. M. Frédoise.

JOURNAL OFFICIEL

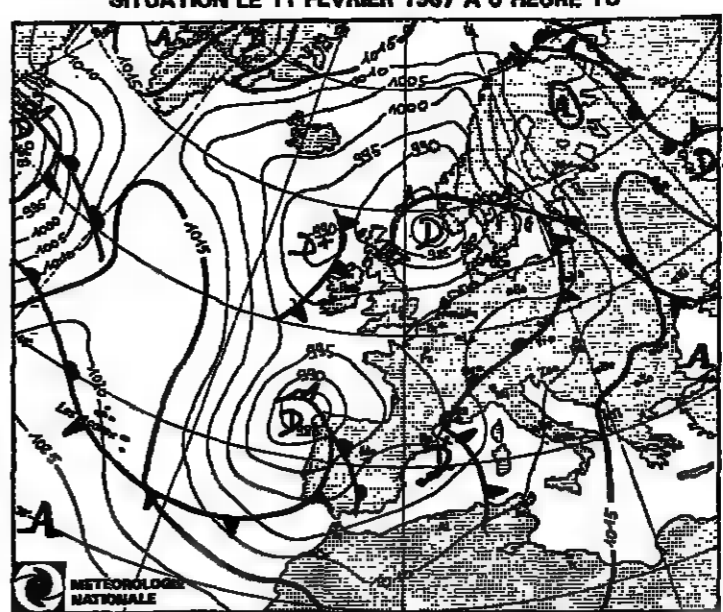
Sont publiés un Journal officiel de mercredi 11 février 1987 : DES DÉCRETS n° 87-79 du 10 février 1987.

EN BREF

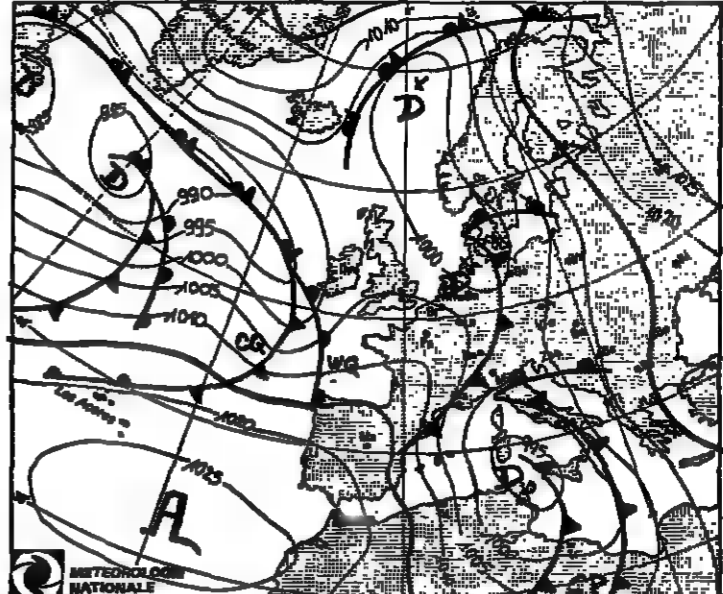
SOLIDARITÉ : aux secours pour Perce-Neige. FONDATION : 7500 par le Lino Venture et sa femme.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU



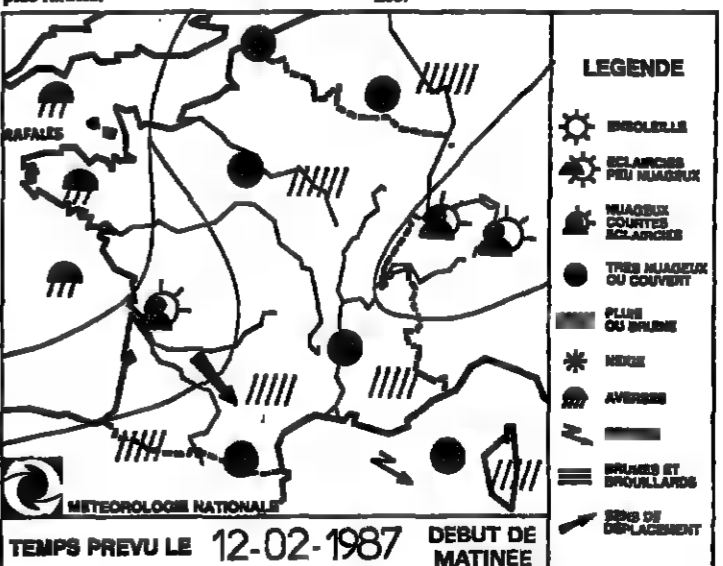
PRÉVISIONS POUR LE 13 FÉVRIER A 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 11 février à 0 heure et le jeudi 12 février à 24 heures.

Une zone dépressionnaire centrée près du golfe de Lion, durant la nuit de 11 à 12, entrainera jeudi, sur la moitié est de la France, un régime fortement perturbé...

TEMPS PRÉVU LE 12-02-1987 DEBUT DE MATINÉE



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Table with columns for location (FRANCE, TOULOUSE, BORDEAUX, etc.), temperature ranges, and weather conditions. Includes a legend for weather symbols.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

INTERNATIONAL

POLYSAR offers attractive employment opportunities in its latex technical centre

In order to strengthen our technical resources to underline the Company's growth objective we have vacancies for

a Development Specialist

Join a team involved in Product and Process development. This team is involved in the support of our existing business and development of new products for future market needs.

In view of the special nature of the product ranges, applicants should hold a degree in Chemistry (polymer and/or colloid science) and have industrial research experience.

Language skills in English will be a distinct asset. Age: 25 - 35 years.

Both positions offer good prospects for career progression for candidates with drive and initiative and who are willing to relocate. Please apply in writing (English) to the Personnel Department before the end of February.

an Analytical Chemist

with experience in spectroscopic and chromatographic analysis. Key elements of the job are: Analytical services to support the business in our markets. Development of new test methods and standards in close cooperation with Product & Process Development.

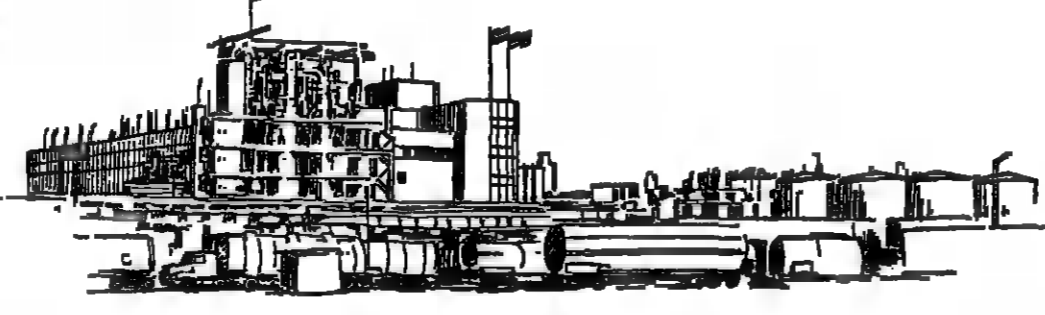
Candidates should hold a degree in Analytical Chemistry and have experience in latex analysis and polymer characterization would have an advantage.

Language skills in English and German will be a distinct asset. Age: 28 - 35 years.

In the field of SYNTHETIC LATICES, Polysar is one of the world's leading suppliers. This status has been earned through our commitment for high quality products and careful attention to customer's requirements. Polysar produces a versatile range of latices for almost every application.



POLYSAR NEDERLAND B.V. P.O. Box 5024 6800 EA Arnhem The Netherlands



L'Agence Spatiale Européenne (ESA) recherche pour son Etablissement de l'ESRIN chargé du traitement de l'information installé à Frascati (Italie).

INGENIEURS

- INGÉNIEUR INFORMATICIEN
INGÉNIEURS SPÉCIALISTES DE LA GESTION DES DONNÉES (2 POSTES)
INGÉNIEUR SPÉCIALISTE DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT DES DONNÉES
INGÉNIEUR SPÉCIALISTE DES SYSTÈMES DE GESTION DES DONNÉES DE CHARGES UTILES
ANALYSTE "SYSTÈMES"
INFORMATICIEN

Chargé de la définition et de la réalisation d'un Centre de données spatiales. Pour participer à la conception, à l'approvisionnement, à l'intégration, aux essais et à l'exploitation des installations de traitement des données à faible débit d'ERS-L. Expérience en détecteurs hyperfréquences exigée. Pour l'acquisition, l'archivage et le traitement des données de charges utiles, l'évaluation et l'étalonnage des données et participer aux études du secteur sol de Columbus. Compétences en matière de SAR exigées. Pour participer aux études "système" pour les futures missions d'observation de la Terre axées sur les concepts du secteur sol, les stratégies d'acquisition, les systèmes de traitement à haute capacité et la dissémination des données. Pour analyser, dans le cadre des activités en temps réel du Service de Ressaie de l'Information de l'ESA, les impératifs de conception, des logiciels en assurez la maintenance. Pour la promotion des bases de données en ligne et d'autres services connexes au moyen de séminaires de formation et d'un soutien direct aux utilisateurs; chargé en outre de développer les fichiers en ligne et d'élaborer des spécifications pour les nouveaux produits.

Les candidats à l'ensemble de ces postes doivent être titulaires d'un diplôme universitaire d'une qualification équivalente et avoir une bonne connaissance de l'anglais ou du français. Une certaine connaissance d'une autre de ces deux langues est souhaitable. Les conditions de travail sont celles des Organisations internationales et comprennent des prestations familiales, des indemnités d'expatriation et d'installation, de bons régimes de sécurité sociale et de pension. La réglementation de l'ESA n'autorise pas le recrutement de personnel âgé de plus de 35 ans.

Les candidatures à ces postes doivent être adressées au Chef de l'Administration, ESRIN, via Galileo Galilei, Casella Postale 64, 00044 Frascati (Italie), avec mention de la présente annonce.



Inta/alva International urban development association

SECRETARY GENERAL (BASED IN THE NETHERLANDS)

AVAIL seeks professionals involved in large-scale urban development projects by providing the following services: seminars, study tours, annual conferences, publications and projects. Applications invited from persons with some or all of the following qualifications: university degree or equivalent preferably related to urban issues or management, fluent in English and French, experience in conference organisation and marketing. The post will be vacated on 1 June 1987. Salary: -200 000 FF per annum, tax free, to be matched to qualifications, age and experience. Further details available from: M. Jean-Pierre Marchetti, treasurer: TEL: 45-77-56-65 or telex: 206030 F GE VNF. Send c.v. and recent photo before 28-2-87 to: INTA/AVL, WASSERHAUSEWEG 39 NL - 2596 CG THE HAGUE - THE NETHERLANDS.

OFFRES D'EMPLOIS

2 VENDEURS DÉMONSTRATEURS pour le rayon BATHING DÉCORATION. Bonne connaissance du KIT et de la DÉCORATION. Contact clientèle. Bonne présentation. Salaires élevés. Lieu de trav. RAMBOUILLET. T. pour R-VS 42-74-88-87 de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Pour 06b Informatique (06b) VOUS ÊTES JEUNE DONC DYNAMIQUE. VOUS VOULEZ VENDRE. NOUS AVONS UN EMPLOI POUR VOUS. (premier emploi accepté). TEL: 34-13-87-77.

capitaux propositions commerciales PLACEMENTS

INTÉRÊTS 15 %. Garantie sur immeubles. T. 43-48-77-83.

secrétaires

PETITE ENTREPRISE électrique, dynamique à PARIS-8. JEUNE SECRÉTAIRE COMMERCIALE. - Dactylo/comptabilité. - Secrétariat général. - Connaiss. téléphon. - Vente. - Niveau bac G1-G2. Adresser c.v. + photo avec 3 000 FR à: M. LEVY, TOURNAI ASSOCIÉS, 21, bd. Bonne Nouvelle, 75005 Paris Cedex. Services relations publiques. SECRÉTAIRE clientèle dactylo. Tel. ou direc. RÉGIE-PRESSE. Services de presse. 7, rue Montmaury, 75007 Paris. Tel. 48-88-81-72.

automobiles

de 5 à 7 C.V. Voie 309 SR 9 000 km route. Motor. acc. 84-20-12-45.

Créer cette emploi, particulier tel 44-74-1875; 15 000 km. social. état m.c. 7 000 F à 9 h à 19 h; possé 1227. Jour à 21 h au 42-57-76-82.

Vertical advertisement on the right edge of the page, partially cut off. Includes text like 'ES O', 'INGENIEUR ELECTRONIC', 'INGENIEUR D ETUDES IN CONSTRUCTION MEC', 'INGENIEUR PROJET', 'INGENIEUR D ETUDES IN CONSTRUCTION MEC', 'INGENIEUR ASTRONOME', 'DIRECTEUR'.

Economie

La libération des loyers

M. Méhaignerie souhaite que les propriétaires limitent à 3 % les hausses annuelles

« Il n'y aura pas de dérapage des loyers. » C'est ce qu'a affirmé devant la presse, le mardi 10 février, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, assisté de M. Arthur, tout nouveau secrétaire d'État chargé de la consommation et de la concurrence.

Cette conférence de presse répondait aux inquiétudes de nombreux parisiens, dont le bail vient à renouvellement et qui reprochent aux propriétaires et gestionnaires des propriétés de hausses de loyers parfois exorbitantes (le 15 janvier).

Les ministres ont montré que les propriétaires ne monteront pas les loyers, « C'est ce qu'a affirmé devant la presse, le mardi 10 février, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, assisté de M. Arthur, tout nouveau secrétaire d'État chargé de la consommation et de la concurrence. »

Le locataire, lui, ne doit pas paniquer et ne doit rien signer de précipité : son silence vaut refus et il faut attendre l'intervention de la commission de conciliation, puis si aucun accord n'intervient, la porter la chose en justice. Jusqu'au jugement, le loyer sera l'ancien loyer. Le montant de l'opération (grosses modes 10 000 F par locataire : 100 000 F par propriétaire) peut être limité à 3 % par an.

En fait, c'est le propriétaire qui doit limiter la hausse à 3 %, car si le locataire ne peut pas payer, il doit se résigner à louer moins cher. M. Méhaignerie a ajouté qu'il faut aussi limiter la hausse à 3 % pour les propriétaires qui louent dans les zones tendues. En fait, c'est le propriétaire qui doit limiter la hausse à 3 %, car si le locataire ne peut pas payer, il doit se résigner à louer moins cher.

En fait, c'est le propriétaire qui doit limiter la hausse à 3 %, car si le locataire ne peut pas payer, il doit se résigner à louer moins cher.

Le programme du président du CNPF

Périgot modérato...

Le travail en équipe, changer le vocabulaire, adopter un ton nouveau à l'égard des pouvoirs politiques. « Je découvre, j'apprends et j'écoute. Je suis sûr par l'importance médiatique de la fonction que j'occupe. » Prudence et mesure. « Il ne faut pas que la présidence lance des idées à la volée et aille plus vite que les troupes. »

Profil bas, donc. A la politique de présence tous azimuts de son prédécesseur, comme il dit sans le nommer jamais, M. Périgot substitue une « influence sélective » en privilégiant la « densité » des messages par rapport à leur « fréquence ».

Déjà, cependant, les grands thèmes de la pensée du président du CNPF s'esquissent. A Cholet, il a annoncé que le CNPF, ne reniant en rien sa fonction de lobby, agirait dans les prochains mois pour que trois questions essentielles à ses yeux fassent l'objet de réformes en profondeur :

Le droit social en France, obère la compétitivité des entreprises par rapport aux firmes étrangères et empêche qu'un patron âgé transmette son affaire à ses successeurs dans des conditions satisfaisantes. M. Périgot soutient une réforme générale de la fiscalité et non par une réforme de la seule taxe professionnelle qui, on la supprime, devra bien être remplacée par quelque chose d'autre.

Le système de protection sociale, s'il assure et garantit convenablement les salariés, est loin de couvrir de manière adéquate les entreprises :

Le droit social dont plusieurs dispositions doivent être revues si l'on veut que les entreprises retrouvent leur dynamisme. « J'espère que le gouvernement ne changera pas un iota au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail tel que l'amendement Séguin. D'ici, ajoute-t-il, j'engage les professions et les entreprises à anticiper l'application de ce texte en négociant maintenant sur ce thème. »

« Mais à quel niveau négocier ? » « En droit social comme pour les salaires et les conditions de travail, à l'échelon des branches professionnelles comme des entreprises, il convient de différencier ce que l'on doit faire de ce que l'on peut faire. L'urgence de compétitivité, selon M. Périgot, nécessite de sortir de systèmes généraux qui imposent les mêmes règles aux entreprises qui peuvent et à celles qui ne peuvent pas. » Voilà en tout cas un langage nouveau et direct. Autrement dit, le gouvernement ne changera pas un iota au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail tel que l'amendement Séguin. D'ici, ajoute-t-il, j'engage les professions et les entreprises à anticiper l'application de ce texte en négociant maintenant sur ce thème. »

Tarifcation des chèques

M. Ballardur demande aux banques de reporter leur décision

Le Crédit lyonnais décide de ne pas facturer

La facturation des chèques n'entraîne pas en vigueur le 1er avril prochain, M. Édouard Ballardur a, en effet, demandé, mercredi 11 février, à l'Assemblée générale des banques (AFB) d'invoquer les adhérents à reporter leur décision sur la tarification.

Le ministre a appelé les banques, dans un communiqué publié par le directeur de Rivoli, à poursuivre la concertation sur la modernisation du système des paiements et la qualité du service rendu à la clientèle jusqu'à son prochain afin de parvenir à un résultat équilibré et acceptable.

M. Ballardur, qui a reçu mercredi 11, le président de l'AFB, M. Dominique Chailion, a insisté sur la concertation avec les usagers, qu'il avait appelée de ses vœux (...), n'avait pas encore donné les résultats attendus.

La prise de position officielle de M. Ballardur intervient alors que deux ministres, M. Jean Arthuis, le secrétaire d'État à la consommation et M. Georges Chavanes, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, ont tenu une conférence de presse sur la tarification des chèques (le 10 février).

M. Chavanes avait indiqué que le chèque payant « un effort », mais que M. Arthuis était intervenu pour « un report » de la tarification, en soulignant qu'une période transitoire permettrait aux banques de prendre l'habitude d'utiliser davantage leurs moyens de crédit.

M. Albin Juppé a indiqué, de son côté, à la suite du conseil des ministres, que le « souci » du gouvernement était d'éviter une espèce d'entente entre les établissements qui factureraient les chèques et les autres qui ne le feraient pas.

L'autre souci, n'est-il poursuivi, est d'assurer que des contreparties soient effectivement négociées et que les crédits des usagers et les représentants des organisations de consommateurs. « Si ces conditions n'étaient pas remplies, nous en tirons toutes les conséquences », s'est-il ajouté.

Le Crédit lyonnais a annoncé, dès mercredi 11, dans un communiqué, « le retrait de son projet de facturation des chèques, étant données les réactions défavorables de sa clientèle ».

Comment s'explique cette décision de M. Ballardur qui, si elle n'est pas totalement une surprise, n'en démontre pas moins certaines contradictions ? La facturation des chèques à partir d'aujourd'hui ne peut constituer la hausse des prix de détail (les services financiers des banques vont être pris en compte dans l'indice). Ensuite, le ministre sait que les banques s'apprêtent à annoncer, pour 1986, des résultats exceptionnels. Il aurait été difficile, dans ces conditions, de justifier la facturation des chèques. Enfin, la montée en créneau, depuis la publication du sondage IPSOS-INC, de nombreux hommes politiques, a contribué à précipiter la décision de M. Ballardur.

La privatisation de la Société générale

« Une grave erreur » selon M. Bérégozov

En annonçant, dans son discours, que la prochaine banque privatisée sera, cet automne, la Société générale, M. Édouard Ballardur a provoqué une vive déception au Crédit lyonnais, également candidat à la privatisation. A la Société générale, en revanche, M. Marc Vinet, son président, a déclaré de Tokyo, où il inaugurait l'agence française japonaise du groupe, qu'il s'agissait d'une « bonne nouvelle » et d'un bon choix.

Estimant de 13 à 20 milliards de francs la valeur de son groupe (du même ordre de grandeur que Paribas), M. Vinet se juge pas nécessaire la constitution d'un actionariat libéré pour une banque de dépôt, comme cela a été fait dans le cas de la Compagnie financière de Paribas. Le ministre de l'économie n'a cependant pas tranché sur les modalités de cette privatisation.

Mais en choisissant l'une des « vieilles » nationalisées en 1945, M. Ballardur a mal compris le principe de la privatisation. M. Vincent, ancien directeur socialiste, M. Michel Charzat, ancien directeur du Crédit lyonnais, a déclaré que la prochaine privatisation de la Société générale « marque une nouvelle étape de la rupture du gouvernement de M. Jacques Chirac avec l'héritage de la libération et la tradition de gaullisme historique ». « C'est aussi une grave erreur économique, a ajouté pour sa part M. Pierre Bérégozov, l'ancien ministre socialiste de l'économie. L'argent versé par les épargnants pour acheter la Société générale dans les années 60, n'a servi qu'à alimenter les entreprises publiques et privées qui ont permis de créer des emplois. » M. Michel Charzat reprend, dans un entretien publié dans le journal l'Économiste, le 10 février, le même argumentaire.

Le secrétaire fédéral de la Société générale condamne l'accord signé par le CFTD et le Crédit lyonnais. « Dans un communiqué publié le mardi 11 février, le directeur régional CFTD de la Société générale a condamné l'accord signé par le CFTD et le Crédit lyonnais pour la tarification des chèques par les délégués syndicaux nationaux de la CFTD et du Syndicat national des banques.

Elle est une œuvre qui sera respectée par le congrès fédéral et que soit annulée la signature au Crédit lyonnais. La section régionale de la position de la fédération, qui considère que c'est au niveau de la profession que l'on s'assure de l'effectivité des jours d'ouverture. L'accord signé au Crédit lyonnais prévoit l'ouverture de guichets les jours de non-ouverture.

LE MONDE diplomatique

Février 1987

ÉDITORIAL

LES PRIVILÉGIÉS DE LA CRISE

Claude Julien analyse le projet néolibéral du gouvernement français, les inégalités des nations sociales. Rigueur salariale pour les plus nombreux, fiscales avantageuses pour les privilégiés de la crise, un modèle fait déjà faillite. États-Unis, Grande-Bretagne.

ENVIRONNEMENT

MENACE SUR LES FORETS TROPICALES

La déforestation, un fleau rampant, peu spectaculaire par rapport aux famines, aux séismes. Pourtant, à terme, elle provoque la survie des populations dans des régions entières, voire l'équilibre écologique de la planète.

vente chez votre marchand de bien

ÉNERGIE

La réforme du stockage de pétrole

Les raffineurs qualifient de « dirigiste » le projet de gouvernement

L'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP) s'est élevée, le mardi 10 février, contre le projet de création d'un organisme de stockage coopératif, tel qu'il est envisagé par les pouvoirs publics. Les raffineurs s'estiment lésés par ce projet « dirigiste », qui prévoit de transférer dans un organisme commun à tous les producteurs de produits pétroliers, qu'ils soient raffineurs ou importateurs, la moitié (quarante-cinq jours) des stocks obligatoires requis par la loi. Les modalités prévues par le gouvernement, estime l'UCSIP, favoriseraient surtout les importateurs, ainsi soulagent d'une partie de la charge financière et du risque de stockage, mais pénaliseraient les raffineurs français, notamment sur le plan fiscal.

Co-projet, conçu l'an dernier alors que la chute des cours du pétrole imposait à tous les opérateurs des pertes sur stock énormes, paraît en outre moins nécessaire aujourd'hui, les cours s'étant stabilisés aux environs de 11 dollars, font-ils remarquer.

Tout en se plaignant des mesures discriminatoires dont ils font l'objet, les raffineurs ont néanmoins reconnu que la situation de cette industrie s'était nettement améliorée en 1986. Grâce à la baisse des prix et aux contrats d'approvisionnement particulièrement avantageux consentis par les pays producteurs, le résultat comptable du raffinage aurait néanmoins resté négatif, de 3 milliards de francs environ, mais il devrait devenir positif en 1987.

L'amélioration des marges de raffinage n'a cependant pas arrêté la réduction des capacités de secteur, dont la production a diminué de 2,5 % l'an dernier. Résultat : les importations françaises de produits raffinés (essence, gazoil, etc.) ont augmenté de 18,5 % et le solde net du commerce extérieur des produits s'est fortement dégradé : moins 13,5 millions de tonnes, soit un tiers de la consommation (30,5 MT), contre moins 7,4 millions de tonnes l'année précédente.

Co-projet, conçu l'an dernier alors que la chute des cours du pétrole imposait à tous les opérateurs des pertes sur stock énormes, paraît en outre moins nécessaire aujourd'hui, les cours s'étant stabilisés aux environs de 11 dollars, font-ils remarquer.

ÊTES-VOUS SUR DE VOUS ÊTRE ASSURÉ LA MEILLEURE RETRAITE ?

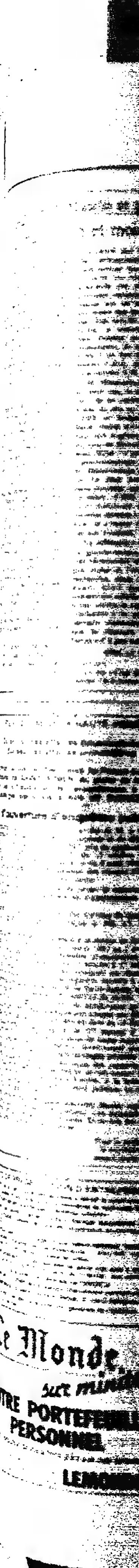
Canne - Canne à pêche permet de pêcher et de se déplacer en peu de temps.

Pour tout savoir sur les produits retraite de l'Assurance, rendez-vous les 13 et 14 février à l'Assure Expo Le 3^e Salon de l'Assurance se tient du 10 au 14 février 1987 au Palais des Congrès, Porte Maillot, avec chaque jour des forums d'information sur tous les thèmes liés à l'Assurance et des lots de 10 000 F en SICAV. Pour obtenir le programme détaillé du Salon, consultez votre Minitel: 3615, Code VSD ou téléphonez au (1) 36 44 77 11

Assure Expo: l'assurance de tout savoir sur l'Assurance.

ASSURE-EXPO 87

Le Monde
 PUBICITE TOURISME GASTRONOMIE
 Renseignements :
 45-55-91-82, poste 4344



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 11 FEVRIER Cours relevés à 14 h 50

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sections for Règlement mensuel and various stock indices.

Comptant (collection) section containing tables for Obligations and Actions.

Second marché (collection) section containing tables for A.P.S.A., SICAV, and other financial instruments.

Table for Cote des changes (Exchange Rates) listing various currencies and their rates.

Table for Marché libre de l'or (Gold Market) listing gold prices and other related data.

Table for Droits et bons (Rights and Bonds) listing various financial instruments and their values.

Table for Cote des billets (Bill Exchange Rates) listing rates for different denominations of banknotes.

Table for Monnaies et devises (Currencies and Exchange Rates) listing rates for various international currencies.

Table for Attribution (Attribution) listing various financial products and their associated costs or fees.

MINITEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Telex LEMOINHE PARIS BOURSE

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

سكننا من الامم

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La libération de 140 dissidents en URSS. 4 La « guerre des camps » palestiniens au Liban. 5 Le sort des otages au Liban. 6 La crise tchadienne. — La rencontre entre la CEE et les pays d'Amérique centrale.	10 Les relations de M. Barre avec la majorité. — La nouvelle « affaire Stasi ».	11 L'affaire du Carrefour du développement. — Refus de M. Mitterrand de laisser muter M. Apap. 12 Le hold-up de Marseille. — La marche des mères d'enfants algériens enlevés.	13 Mesques, un film de Claude Chabrol. 14-15 Le Salon des arts graphiques au Grand Palais. 21 Communication : M. Lecat défend l'avenir de l'imprimerie française.	24 Les recommandations de M. Méhaignerie pour les loyers. — Le programme du président du CNPF. 25 Renault modernise son système de formation. 26 La gestion de la politique agricole commune. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées ... 22-23 Cartes 20 Météorologie 19 Mots croisés 17-18 Programmes des spectacles 17-18	● Instituteurs : manifestation nationale. ● Les classes chaudes : « frangate », privatisations, télévisions, otages. ● Les débats en direct sur Minitel . Actualités, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarket, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

Contre les décrets des maîtres-directeurs Manifestation des instituteurs à Paris

Grèves perleées et défilés de contestation contre les décrets instituant la fonction de « maître-directeur » se sont succédés, mardi 10 février, à la veille de la manifestation nationale appelée par les trois principaux syndicats d'instituteurs, le SNI, le SGEN-CFDT et SNUDI-FO (92 % des voix aux élections professionnelles, dont 70 % pour le SNI) et par la « coordination des instituteurs en lutte » qui regroupe, syndiqués et non syndiqués.

Selon le SNI, cinquante mille instituteurs (sur trois cent quinze mille) se seraient déclarés prêts à « monter » à Paris en train et par cars spéculaires. Le défilé entre l'Opéra et la Nation devrait permettre de mesurer à nouveau l'ampleur de la mobilisation, qui s'amplifie depuis un mois mais pourrait s'affaiblir du fait des vacances scolaires de février. Le SNI et le SGEN envisagent toutefois de continuer l'action après les congés.

Mardi, le mot d'ordre de grève lancé par la coordination a été modestement suivi à Paris. Mais de nombreuses manifestations locales ont eu lieu, comme à Périgord (Dordogne), où les instituteurs ont occupé pendant une heure les locaux de Radio-France-Périgord. A Pontoise et à Créteil, les enseignants se sont rassemblés devant l'inspection

académique, protestant contre le manque de moyens matériels et humains dans les écoles en même temps que contre les maîtres-directeurs.

Le mouvement suscite un élan de sympathie important chez les instituteurs puisque 79 % d'entre eux se déclarent « solidaires » de la manifestation de mercredi 11 février, selon un sondage Ipsos-Le Matin. Ce dernier, qui témoigne de l'excellente image de la coordination (70 % d'opinions favorables, contre 53 % pour le SNI), indique qu'une majorité d'instituteurs (57 %) seraient prêts à faire grève plus de vingt-quatre heures contre les décrets de M. Mooney, à propos duquel 77 % craignent qu'ils ne nuisent à l'ambiance de travail dans l'école.

Ce sondage est à rapprocher de celui effectué par la SOFRES pour le ministre de l'éducation nationale les 19 et 20 janvier, qui révélait les sentiments ambigus des parents d'élèves sur la direction d'école. Selon cette enquête, 35 % des parents se déclaraient favorables à l'augmentation du pouvoir des directeurs d'école (41 % pour le *statu quo*), mais 71 % d'entre eux approuvaient l'initiative du gouvernement d'augmenter leurs pouvoirs.

Ph. Be.

RFA : la rupture de la coalition SPD-Verts M. Holger Boerner renonce à conduire la liste social-démocrate aux prochaines élections en Hesse

BONN
de notre correspondant

Après la rupture de la coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts, de nouvelles élections auront lieu dans le Land de Hesse le 5 avril prochain. Le ministre-président, M. Holger Boerner, a confirmé officiellement mardi 10 février à Wiesbaden, qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat et qu'il renonçait à la présidence de la fédération social-démocrate de Hesse. La liste du parti sera conduite pour les élections par un proche de M. Boerner, M. Hans Krollmann, ministre des finances, qui aura en face de lui l'actuel ministre de l'environnement du gouvernement fédéral, M. Wallmann, ancien maire de Francfort, tête de file des chrétiens-démocrates.

Une série d'élections régionales doivent se dérouler cette année en RFA. Après la Hesse, ce sera en mai la Rhénanie-Palatinat, puis en septembre le Schleswig-Holstein et le Bade-Wurtemberg. La situation est également incertaine à Hambourg,

où, après son revers électoral d'octobre dernier, le bourgmestre social-démocrate, M. Klaus von Dohnanyi, est lui aussi à la recherche d'une majorité, introuvable sans les Verts.

Le fait que M. Holger Boerner jette l'éponge a dramatisé la question des relations entre le SPD et les Verts au niveau régional, même si le ministre-président de Hesse a invoqué des raisons de santé (il avait eu le 28 janvier un malaise cardiaque en plein Landtag). Il incarnait une expérience d'autant plus originale qu'il est un représentant de l'aile traditionnelle du SPD, a priori pas suspecte de sentimentalisme à l'égard des Verts. Sa décision de proposer à ces derniers une collaboration après une élection anticipée en 1984 avait suscité une énorme surprise.

Pour l'aile gauche de son parti, M. Boerner, parachuté en Hesse en 1976 pour sortir le SPD de la crise dans laquelle il se trouvait alors, était l'homme du lobby nucléaire, l'homme aussi qui avait imposé la construction de la nouvelle piste coast de l'aéroport international de Francfort, objet à l'époque de très importantes manifestations écologistes. Après avoir réussi à sauver une nouvelle fois le SPD d'un échec prévisible en 1982, pour le conduire un an plus tard, grâce à de nouvelles élections, au score inespéré de 47,3 %, le ministre-président de Hesse avait théoriquement le choix de ses alliés. Un an après le changement de coalition des libéraux à Bonn, qui avait provoqué la chute du chancelier Helmut Schmidt, son sens de la fidélité l'avait pourtant amené à explorer en premier la possibilité d'une collaboration avec les Verts.

HENRI DE BRÉSON.

Sur le vif

Casse

C'est bizarre, avouez ! On est là à claquer des dents, on tremble pour notre sécurité, on n'ose pas sortir dans le noir. Et pourtant, à la ville comme à l'écran, chaque fois qu'un voleur fait la nique à un gendarme, on jubile, on se marre. Ce matin encore, au café du coin, tout le monde se gondolait au comptoir en attendant Maurice raconter le casse de Marseille. Les coffres fracassés, pétaqués. La galerie souterraine maubéte Knoll, moquette, téléphones, victuailles, champagne. La tête du préfet Broussard, partagé entre le dépit et l'épate. Faut dire, c'est assez cocasse !

Is l'ont eu dans le bébé, les flics, ils n'y ont vu que du feu. Je ne sais pas ce qui leur arrive, en ce moment, mais ils ont vraiment pas de pot. Les gangsters, ils les laissent fier, et eux, ils arrêtent pas de se faire piquer. Tiens, on vient encore d'en condamner un à Marseille, justement. Il s'était amusé à tirer sur un gamin qui passait à scooter. C'est pas la

forme, décidément. Ils sont péchés, ils sont désordres, ils ont la bavure bavuse et le gâchettes en poguette.

Et le coup des deux promesses, deux commissaires de police, à Marseille. Toujours sympa, notre petit Chicago sur la Grande Bleue. Ils n'y sont pas allés de main morte. Vous savez combien elle a été obligée de leur refiler, la madame Claude du coin, surnommée la Vipère ? 4 millions, 400 millions de cartimes. Pas mal, non ?

Ouais, mais bon, eux, c'est pas comme les maîtres de la Casse d'épargne, eux, les flics, ils se sont fait choper. Par qui ? Par les gendarmes. Pour attraper les voleurs, rien de tel que nos braves policiers. A se demander si on devrait pas conseiller à tous ces super-spécialistes du grand banditisme d'aller se recycler dans la marchandise. Il y aurait sûrement moins de casse !

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● **Explosion à Téhéran**. — Une très forte explosion a été entendue, le mercredi 11 février, à Téhéran, peu après la fin d'une importante manifestation marquant le 8^e anniversaire de la révolution. Une alerte aérienne de dix minutes a aussitôt été déclenchée, suivie d'un tir de barrage nourri de la défense aérienne de la capitale. On ignorait encore, en début d'après-midi s'il s'agissait d'un bombardement iranien. Ce bombardement serait le deuxième depuis le début de l'année contre Téhéran. — (AFP)

● **Voile** : Course autour du monde. — Philippe Jeantot (Crédit Agricole) a doublé le cap Horn, mercredi 11 février à 7 h 20 GMT, en

tête dans la troisième étape de la Course autour du monde en solitaire. Il précédait alors Tzouan Lamazou (Ecuveuil-Aquitaine) d'une cinquantaine de milles. Les navigateurs ont encore plus de 2 200 milles à parcourir avant l'arrivée de l'équipe à Rio-de-Janeiro.

Le numéro du « Monde » daté 11 février 1987 a été tiré à 474 879 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + ISLM

Au conseil des ministres

M. Léotard définit les axes de sa politique pour la musique

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a présenté au conseil des ministres, le mercredi 11 février, les orientations de sa politique pour la musique. Celle-ci vise en premier lieu à développer l'éducation musicale dans les établissements scolaires, dans les conservatoires et les écoles de musique. M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le premier ministre avait rappelé sa volonté de promouvoir les enseignements artistiques et confirmé qu'un projet de loi d'orientation sera déposé à ce sujet au printemps.

M. Léotard entend en second lieu encourager la formation et l'insertion professionnelle des musiciens, notamment par la rénovation méthodique et pédagogique de l'enseignement supérieur spécialisé, et par une aide à l'insertion professionnelle. En

troisième lieu, les modalités de fonctionnement du palais Garnier et du nouvel équipement musical de la Bastille seront déterminées prochainement au vu des conclusions d'une mission d'étude placée auprès du président du Théâtre national de l'Opéra de Paris, M. Raymond Soubie. D'autre part, un groupe d'experts, comprenant des personnalités du monde de la musique et de l'administration, sera mis en place en 1987 pour redéfinir les principes d'intervention de l'Etat en faveur des orchestres et des théâtres lyriques.

En quatrième lieu, le ministre de la culture et de la communication entend favoriser la mise en valeur du patrimoine musical et encourager la création musicale et la chanson française. M. Juppé a indiqué à ce sujet que le régime de TVA applicable à l'acquisition photographique (33,3 % actuellement) fera l'objet d'un « examen approfondi ».

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 11 février a procédé aux nominations suivantes :
Département de la Haute-Saône : M. François Lefebvre, sous-préfet hors cadre, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Saône, en remplacement de M. Guy Merrheim nommé hors cadre.
M. Maurice Siegel, membre du Parti communiste, préfet hors cadre, est mis à la disposition du conseil général du département de la Seine-Saint-Denis, placé en service détaché.

Magasin ART DE LA TABLE
Cristallerie - Porcelaine - Orfèvrerie - Cadeaux
LIQUIDATION DU STOCK
remise 30 % 40 % 50 %
sur tout le stock
CLUB PARADIS DE LA TABLE
38, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 42 46 90 61
(Autorisation préfectorale N° 13 LD 87)

TRANCHE DU VENDREDI 13
GROS LOT
4 MILLIONS
DIXIÈME 10F - ENTIER 92F
TIRAGE LE 16 FÉVRIER
loterie nationale



SAMEDI 14,
FESTIVAL D'ART ET ESSAI AU PARC



SAMEDI 14 FÉVRIER 20 H 30. RACING/AGEN AU PARC

Le Monde
sur minitel
IMMOBILIER
Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.
36.15 TAPEZ LEMONDE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
DES LIVRES

(Publi-Info)
SÉJOURS LINGUISTIQUES
ANGLETERRE - IRLANDE - USA
ALLEMAGNE - ESPAGNE
● Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
● Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
● Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).
● Étudiants (18-21 ans).
● Toutes vacances scolaires : février, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.
DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE
LVIS
Membre UNOSEL
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44
Bureau de Rhône-Alpes :
2, avenue du Général-Dumas, 69008 LYON
Tél. : 78-62-44-77

LES AMATEURS D'APPLE ONT LE SERVICE APRES-VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES N'ONT QUE DES PEPINS.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 Mo. SCSI compatible
26.900 F HT
31.900 F TTC



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue de Renard Paris 4^e 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03